



ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

**Du Conseil de Genève en décembre 2014
au Conseil de New York en juillet 2015**

CONSEILS ANTÉRIEURS

GENEVA

12-13 décembre 2014

IMAGES (104)

IMAGES



+74

CONSEIL

Réunion du Conseil aux Nations Unies à Genève

12-13 DÉCEMBRE 2014



Latifa Perry

Le Conseil de l'Internationale Socialiste a tenu sa deuxième réunion de l'année 2014 les 12 et 13 décembre aux Nations unies à Genève. Le thème principal à l'ordre du jour était « La paix et la sécurité internationales : résolution des conflits et arrêt du terrorisme ». Des débats ont également porté sur notre travail pour mettre en place de nouvelles démocraties et renforcer la gouvernance démocratique, ainsi que sur la dimension humaine des migrations et la situation critique des réfugiés ([liste des intervenants](#)).

Le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, à l'ouverture du Conseil, a exprimé que l'Organisation des Nations unies était un lieu particulièrement approprié pour ces discussions, puisque cette institution partage de nombreux principes et valeurs avec l'Internationale Socialiste. Il réfléchit que les thèmes à l'ordre du jour étaient au centre de l'actualité mondiale, la résolution des conflits devant faire l'objet d'une attention particulière. C'est pourquoi il était important que de nombreux participants directement touchés par ces conflits prennent part aux débats afin de transmettre leur témoignage – parmi eux des représentants des partis membres de l'IS et des invités venus d'Irak et Syrie, d'Israël et Palestine, ainsi que d'autres régions du monde victimes de conflits ([liste des participants au Conseil](#)).

Michael Møller, Directeur-général des Nations unies à Genève, a souhaité la bienvenue à tous les participants, avant d'appeler de ses vœux une collaboration plus proche entre les Nations unies et les acteurs politiques, les parlements et les partis. Il a évoqué l'insécurité mondiale en hausse et l'accroissement des inégalités, qui entraîne un désintérêt et un mécontentement de plus en plus fort. C'est pourquoi il a affirmé la nécessité d'adopter des valeurs et principes partagés, afin de dépasser l'idée selon laquelle en matière de droits, il suffit de vouloir pour pouvoir. Enfin, il a déclaré que dans la lutte pour la solidarité, l'égalité et la justice, les Nations unies répondraient présentes.

Le Conseil a ensuite été adressée par António Guterres, Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés et ancien Président de l'Internationale Socialiste, de s'adresser au Conseil. Il a rappelé l'ampleur de la crise à laquelle la planète est confrontée, en raison du nombre de personnes déplacées, qui augmente rapidement. Si la tâche de l'HCNUR est particulièrement importante en Syrie, où sévit une « méga crise », la situation en Centrafrique, au Soudan du Sud et au Nigeria continue de causer d'intenses souffrances et de semer la destruction parmi les populations de ces pays. António Guterres a prévenu que le système humanitaire atteignait un point de rupture, puisqu'il déplore une pénurie des ressources alimentaires à destination des réfugiés, grands perdants de ces conflits dont personne ne sort gagnant. Il a donc souligné la nécessité de résoudre les causes premières à l'origine de ces crises humanitaires, lesquelles doivent trouver de toute urgence une solution politique.

George Papandreou, Président de l'IS, a évoqué la force du partenariat actuel entre l'IS et les Nations unies. Il a souligné l'importance de la justice sociale et de l'égalité aux yeux du mouvement social-démocrate mondial, qui se caractérise par la lutte en faveur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde entier. Ces valeurs sont de plus en plus importantes en cette période difficile, marquée par la violence et le sectarisme, la politique de la peur et de la colère, la crise mondiale des réfugiés, l'épidémie d'Ébola et la persécution des peuples qui se battent pour la démocratie. George Papandreou a souligné que la politique de l'IS incarnait à la fois la nécessité et la possibilité de coopérer afin de trouver une solution équitable et internationale à ces défis mondiaux, dans le respect du principe de solidarité.

Concernant le thème principal de « La paix et la sécurité internationales : résolution des conflits et arrêt du terrorisme », le Conseil a écouté un certain nombre d'acteurs du terrain, présents dans les conflits syrien et irakien, lesquels prennent rapidement de l'ampleur. Hadi al Bahra, Président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syriennes, s'est exprimé devant l'assemblée : il a appelé la communauté internationale à peser dans la résolution de la crise syrienne, malgré la nécessité d'une solution politique pour obtenir la paix sur le long terme. Après avoir rappelé que la majorité du peuple syrien souhaitait une société libre, démocratique et placée sous le signe de l'intégration, il a envisagé un gouvernement représentant tous les Syriens, quelles que soient leurs origines ethniques et leur religion.

En ce qui concerne la lutte contre Daesh et son insurrection terroriste dans le nord de l'Irak et en Syrie, des représentants du Gouvernement régional du Kurdistan dans le nord de l'Irak, et des partis politiques représentant la population kurde du nord de l'Irak et de Syrie, ont décrit en détail leurs efforts récents pour affronter les forces terroristes et stopper leur progression. Ils ont par ailleurs demandé à la communauté internationale de les aider à mettre un terme à ce conflit. Une [déclaration sur la lutte contre le terrorisme dans le nord de l'Irak et en Syrie](#) a été adoptée à la fin de la réunion ; elle reflète les idées échangées concernant ce conflit très violent et inquiétant.

Les débats ont également porté sur un autre conflit encore non résolu au Moyen-Orient : la question d'Israël et de la Palestine. Des représentants des partis Meretz (Israël), Fatah et PNI (Palestine) ont pris part aux discussions ; pendant cette réunion du Conseil, ils se sont accordés sur une [déclaration sur la paix au Moyen-Orient](#), qui reflète l'engagement de l'IS et de ses membres israéliens et palestiniens envers une solution à deux États et la reconnaissance d'un État palestinien.

Les contributions enrichissantes au sujet du thème principal sont résumées dans une [déclaration du Conseil concernant la résolution de conflits](#), qui insiste sur le rôle de la social-démocratie en tant que mouvement pour la paix et l'importance fondamentale de la gouvernance globale dans les efforts pour éliminer la guerre et la violence.

De nombreuses interventions éclairantes ont été entendues quant au travail pour mettre en place de nouvelles démocraties et renforcer la gouvernance démocratique, y inclus la [présentation d'un rapport de l'Envoyé spécial de l'IS qui s'est rendu à Caracas, au Venezuela, José Antonio Viera-Gallo](#). Malheureusement, dans le monde entier, un nombre encore trop élevé de démocrates engagés sont victimes des représailles en raison de leurs convictions. Tel est le message qui a été adressé au Conseil en toute franchise lors des interventions spéciales par Lilian Tintori, épouse de Leopoldo López, leader de Voluntad Popular, emprisonné au Venezuela depuis février, et par Marina Adamovich, épouse de Mikalaï Statkevich, leader du parti d'opposition BSDP en Biélorussie, membre de l'IS, qui est incarcéré depuis 2010. Le Conseil a adopté des déclarations sur la démocratie au [Venezuela](#) et en [Biélorussie](#), déclarations dans lesquelles l'IS demande la libération de Leopoldo López, Mikalaï Statkevich et tous les autres prisonniers politiques de ces pays. De même, le Conseil a approuvé une [pétition à l'attention du gouvernement de Bahreïn](#) afin de réclamer la libération d'Ibrahim Sharif, leader de l'opposition qui purge actuellement une peine de 5 ans.

Le Conseil a également adopté une [déclaration sur la démocratie](#) qui exprime l'engagement profond et fondamental de l'Internationale Socialiste envers la mise en place, le développement, le renforcement et la protection de la démocratie. Cette déclaration faisait suite aux contributions et points de vue de représentants venus de toutes les régions du monde.

Concernant la dimension humaine des migrations et la situation critique des réfugiés, le Conseil a écouté un compte rendu de l'activité récente du Comité des Migrations de l'IS, présenté par Marco Di Lello (PSI, Italie), Vice-président de ce Comité. Lors de sa dernière [réunion, organisée à Catane](#), le Comité des Migrations a continué l'élaboration de la Charte des migrants, qui fournira un support commun au sujet des migrations, pour les socialistes à la fois des pays du nord et du sud, en insistant sur la dignité, les droits et les libertés des migrants.

Pendant toute la durée de la réunion, plusieurs interventions ont évoqué l'urgence médicale qui reste d'actualité dans les pays touchés par l'épidémie d'Ébola. Un sentiment était partagé par tous : c'est le virus qu'il faut isoler, et non les pays touchés. Le Conseil a adopté une [résolution concernant Ébola](#) afin d'exprimer la position de l'IS au sujet de ce problème de santé publique.

Le compte rendu du Comité Éthique a été présenté par son Président, Gilles Mahieu. Ce Comité a poursuivi le travail entrepris depuis le dernier Congrès, à savoir l'évaluation des nombreuses nouvelles demandes d'adhésions soumises à l'IS. Le Comité a proposé d'accepter les candidatures suivantes : le Congrès national indien (INC, Inde) et Voluntad Popular (VP, Venezuela) en tant que membres de plein droit ; le Congrès des progressistes (APC, Nigeria) comme parti consultatif (dans l'attente du compte rendu du rapporteur) ; le Parti Lumumbiste unifié (PALU, République démocratique du Congo), le parti Komala du Kurdistan d'Iran (KPIK, Iran), et le parti Komala du Kurdistan (KPK, Iran) en tant que partis observateurs ; et le Forum euro-latino-américain des députés progressistes et socialistes, en tant qu'organisation associée. Le Conseil a approuvé les recommandations du Comité.

Maurice Poler, co-Président du Comité d'Administration et des Finances de l'IS, a quant à lui présenté le compte rendu du Comité ainsi que le budget 2015, qui a été adopté. Après la décision lors de la précédente réunion du

Conseil de renforcer les statuts quant au non-paiement des cotisations, il a énuméré les partis qui cessent immédiatement d'être membres de l'IS, n'ayant pas payé leurs cotisations pendant trois ans ou plus. Ces décisions ont été adoptées à l'unanimité.

Miguel Vargas (PRD, République dominicaine), Président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a présenté le travail de son Comité, en évoquant plus particulièrement la [dernière réunion, qui s'est tenue à Washington](#), au siège de l'Organisation des États américains.

Un vote a eu lieu pendant la réunion du Conseil afin de pourvoir deux postes au sein du Présidium de l'IS : Pedro Sánchez (secrétaire général du PSOE, Espagne) et Umut Oran (CHP, Turquie) ont été élus à l'unanimité. Le Conseil a également soutenu à l'unanimité la nomination de Carme Chacón (PSOE, Espagne) au poste de Président du Comité Méditerranée de l'IS. Ce Comité a par ailleurs annoncé son intention d'entreprendre une mission dans le Sahara occidental et de présenter ses conclusions devant le Conseil.

Enfin, le Conseil a adopté une [déclaration concernant l'Uruguay](#) et une [déclaration de solidarité](#) envers les proches des étudiants mexicains qui ont disparu en septembre dernier. Face au nombre important de parlements à travers le monde qui ont adopté des déclarations reconnaissant le génocide arménien, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa première réunion de 2015, 100 ans après la tragédie.

[Liste des intervenants](#)

[Liste des participants de la réunion du Conseil](#)

Déclarations adoptées par le Conseil :

[Déclaration sur la lutte contre le terrorisme dans le nord de l'Irak et en Syrie](#)

[Déclaration sur la paix au Moyen-Orient](#)

[Déclaration concernant la résolution de conflits](#)

[Déclaration sur la démocratie](#)

[Résolution sur le Venezuela](#)

[Déclaration concernant la Biélorussie](#)

[Pétition pour la libération de Ebrahim Sharif à Bahreïn](#)

[Résolution sur l'épidémie de la maladie à virus Ebola](#)

[Déclaration concernant les élections en Uruguay](#)

[Déclaration de solidarité avec les étudiants d'Ayotzinapa, Guerrero, au Mexique](#)

[Couverture de presse de la réunion](#)

Déclaration sur la lutte contre le terrorisme dans le nord de l'Irak et en Syrie

Original : anglais

Concernant la lutte contre le terrorisme dans le nord de l'Irak et en Syrie, le Conseil réitère la nécessité d'agir afin de mettre un terme à cette révolte, comme cela a déjà été exprimé lors de la dernière réunion du Conseil en juin dernier à Mexico ainsi que par le Présidium de l'IS aux Nations unies à New York en septembre.

Les atrocités commises par des groupes terroristes contre des civils innocents dans la région sont des actes barbares que l'Internationale Socialiste condamne. Une action internationale coordonnée est nécessaire et ce sur un certain nombre de fronts afin d'éradiquer Daesh et de mettre un terme à la menace que celui-ci fait peser non seulement sur le peuple d'Irak et de Syrie mais également sur cette région et sur le monde. L'action militaire seule ne peut venir à bout du soulèvement terroriste ; il faut également se pencher sur les conditions qui ont favorisé son développement ainsi que sur les causes racines de son existence. La violence et le terrorisme émanent d'un manque de démocratie, d'égalité, de tolérance, ainsi que de la présence d'un système totalitaire allié à une mentalité centraliste qui rejette tout pluralisme ethnique, religieux ou politique. Pour être efficace, cette action doit nécessairement inclure des mesures visant à contrer la circulation des capitaux et empêcher que les combattants terroristes ne puissent rejoindre les zones de conflit.

Une paix durable en Syrie requiert une solution politique nationale, où la communauté internationale jouerait un rôle important. L'oppression et la domination du régime d'Assad sur le peuple Syrien ainsi que la violence employée par le régime ont affaibli l'opposition démocratique et fait le jeu des extrémistes. Seule est acceptable en Syrie une démocratie respectant les droits de l'homme et les libertés de tous, quelles que soient leur ethnicité ou leur religion, et cela requiert la fin à la fois de Daesh et du régime d'Assad. L'opposition démocratique, dont la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syriennes, les Kurdes de Syrie et tous ceux qui adoptent cet objectif fondamental, ont notre soutien absolu.

Ceux qui ont souffert sous la férule de régimes dictatoriaux pendant de longues décennies sont à nouveau en première ligne dans la lutte contre l'extrémisme. Nous exprimons notre solidarité avec les personnes affectées par ce conflit, qui a eu un impact particulièrement lourd sur la population Kurde. Nous saluons les extraordinaires sacrifices effectués pour résister à la menace terroriste et éviter sa propagation. Nous soutenons pleinement le Gouvernement Régional du Kurdistan (KRG) en Irak dans ses efforts contre les menaces terroristes actuelles dans la région. La communauté internationale doit être prête à fournir à ceux qui luttent contre le terrorisme les ressources supplémentaires dont ils ont tant besoin.

De même, nous exprimons notre solidarité envers le peuple de Kobané, qui est devenu le symbole de la lutte contre le terrorisme, et envers tout le peuple kurde, qui dans bien des endroits est à la tête de la résistance contre les rebelles terroristes, participe de la solution au conflit régional et est un partenaire crucial pour la paix et la stabilité. En tant que nation, ils doivent pouvoir faire entendre la voix démocratique qui leur revient de droit.

La crise humanitaire régionale a été exacerbée par la violence et le terrorisme. Tous les efforts doivent être effectués afin de fournir une aide humanitaire aux 3,2 millions de réfugiés syriens, qui sont actuellement la préoccupation principale du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Nous demandons également instamment l'envoi d'une aide, sous la forme d'aide humanitaire, pour le million et demi de réfugiés et déplacés internes créés au Kurdistan Irakien par la rébellion terroriste.

Déclaration sur la paix au Moyen-Orient

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Genève les 12 et 13 décembre 2014, a tenu des discussions au sujet de la paix et de la sécurité internationales, et a engagé une réflexion sur les perspectives de paix au Moyen-Orient.

Le Conseil a rappelé certaines déclarations antérieures de l'IS, notamment celles du Conseil de l'IS à New York en juin 2010, du Comité de l'IS pour le Moyen-Orient (SIMEC) en juin 2011, et du Conseil de l'IS à Istanbul en novembre 2013.

Tenant compte des éléments apportés par les partis israélien et palestinien membres de l'Internationale Socialiste, le Conseil :

- réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment son droit à un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, et réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre fin à l'occupation israélienne commencée en 1967 afin de concrétiser la solution à deux États entre Israël et la Palestine en tant qu'États souverains et démocratiques pour tous leurs citoyens, et une solution juste au problème des réfugiés palestiniens ;
- exprime son soutien envers les initiatives diplomatiques en faveur de ce droit, notamment la reprise des négociations, et appelle la communauté internationale à agir de toute urgence conformément à sa responsabilité politique, légale et morale en la matière.

Après plus de vingt ans d'échecs du processus de paix bilatéral, nous estimons qu'il est temps pour la communauté internationale d'honorer sa responsabilité au regard du droit international, consistant à mettre fin à l'occupation et à toute entrave à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination.

Rappelant notre déclaration du Conseil d'Athènes de 2011 relative au Moyen-Orient, qui appelait à la reconnaissance de l'État de Palestine en cas d'échec des négociations, l'IS appelle tous ses membres à :

1. Soutenir la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine avec les frontières de 1967 et Jérusalem-Est pour capitale, sans condition aucune, étant donné que l'autodétermination au sein d'une Palestine indépendante avec les frontières de 1967 est un droit juridiquement reconnu au peuple palestinien. Dans le cas où un membre de l'IS est membre de son gouvernement national, ce membre de l'IS a le devoir de veiller à la reconnaissance de l'État de Palestine.

2. Encourager un rôle plus important de la communauté internationale, par le biais d'une conférence internationale regroupant divers acteurs internationaux de régions différentes, afin de promouvoir une paix juste et durable, fondée sur le droit international, pour Israël et la Palestine, avec notamment la fin de l'occupation qui a débuté en 1967.
3. Soutenir l'initiative palestinienne auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU visant à fixer une échéance de deux ans pour mettre fin à l'occupation de l'État de Palestine par Israël.
4. Soutenir un gel total de la colonisation, de la destruction des maisons palestiniennes et de l'expulsion des Palestiniens.
5. Encourager l'approche non violente à tous les niveaux et pour toutes les parties, exiger la cessation immédiate de toute forme de violence de la part de l'armée israélienne et des colons envers la résistance palestinienne non violente, et exiger la fin de la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem.
6. Soutenir la levée immédiate de l'embargo sur la Bande de Gaza et le début d'une reconstruction immédiate et totale dans ce territoire.

Déclaration concernant la résolution de conflits

Original : anglais

Avec pour thème principal la paix et la sécurité internationales, la résolution de conflits et la lutte contre le terrorisme, le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 12 et 14 décembre 2014 au siège des Nations unies à Genève. Des représentants de divers pays du monde en ce moment même en conflit sont venus pour présenter leurs points de vue.

La démocratie sociale est née d'un mouvement pour la paix, qui est un prérequis fondamental au progrès et à la prospérité humains. La sécurité, la liberté et la prospérité futures de l'humanité dépendent de la primauté de la paix, du respect du droit international et de la résolution pacifique des conflits. Le conflit armé et la destruction de la vie vont à l'encontre de toutes les valeurs de notre mouvement. En tant que sociaux-démocrates, nous devons fournir des efforts concertés dans le domaine de la prévention des conflits, afin de nous assurer que les désaccords et différends soient réglés de manière politique plutôt que la confrontation. Une des mesures préventives consiste à remettre en question les structures du pouvoir et la culture militaire qui ouvrent la voie aux conflits.

Les solutions trouvées aux conflits actifs de par le monde requièrent un système fonctionnel de gouvernance mondiale qui remplace les relations de pouvoir opaques qui ont permis aux conflits d'émerger. Les solutions aux conflits doivent émaner d'une volonté politique et être traitées sous une perspective politique. Le monde actuel est multipolaire et requiert des solutions multilatérales. À l'heure d'une insécurité mondiale croissante, le rôle des Nations unies est crucial dans la promotion des valeurs de solidarité, d'égalité, de développement durable et de justice, valeurs qui sont au cœur de notre mouvement mondial. Forte d'un partenariat solide avec les Nations unies, l'IS estime que des liens resserrés entre cette institution et les parlements, partis, acteurs politiques, ainsi que la société civile, sont essentiels.

Le niveau élevé de conflits en ce moment de par le monde a entraîné une augmentation croissante sans précédent du nombre de déplacés, ainsi qu'une crise humanitaire. Il y a de nombreux conflits actifs dans le monde aujourd'hui dont personne ne sort gagnant mais perdant, et nombre de ces perdants se retrouvent dans des conditions critiques. Le nombre et l'ampleur des conflits ont presque mené le système humanitaire à son point de rupture, résultant du manque de fonds pour l'aide alimentaire des personnes affectées par les conflits. Nous affirmons notre soutien envers les efforts de l'UNHCR, de l'aide humanitaire et des communautés qui se consacrent au développement. Nous demandons à tous de fournir l'assistance nécessaire pour pallier les drames humanitaires qui touchent actuellement de nombreuses régions du monde.

Dans ce contexte, le Conseil reconnaît l'importance du rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix, et s'engage à mettre en œuvre la résolution 1325 des Nations unies, assurant ainsi la participation des femmes aux processus de paix et aux transitions en proposant une action affirmative aux décideurs politiques et ce à toutes les phases des conflits, de la prévention à la consolidation de la paix.

Enfin, l'IS est clairement convaincue que la lutte contre la violence et le terrorisme ne doit pas se traduire par une violation des droits de l'homme fondamentaux ni par l'érosion des libertés et institutions démocratiques. En effet, notre force réside dans la consolidation de nos institutions et valeurs démocratiques.

Déclaration sur la démocratie

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni au siège Nations Unies, à Genève, les 12 et 13 décembre 2014, sur le thème « notre travail pour de nouvelles démocraties et le renforcement de la gouvernance démocratique ». Les délégués du Conseil ont fait remarquer que, alors que l'on observait un renforcement de la démocratie dans le monde, ce dernier n'était, dans la plupart des cas, possible que grâce aux efforts des parties membres de l'Internationale Socialiste. Dans d'autres pays où la démocratie est faible voire absente, ce sont nos membres qui sont à la tête de la lutte pour ce droit fondamental.

Conformément à l'engagement profond et fondamental de l'Internationale Socialiste concernant la mise en place, le développement, le renforcement et la protection de la démocratie, le Conseil reconnaît le rôle indispensable des institutions démocratiques. La démocratie est tout particulièrement vulnérable lorsque des gouvernements élus démocratiquement ont recours à des pratiques antidémocratiques pour faire adopter leur programme et consolider leur pouvoir. Des institutions solides garantissent les droits démocratiques et servent de protection contre l'émergence de régimes autoritaires rendus légitimes par le processus démocratique.

Il est nécessaire de mettre en place un État qui soit plus représentatif et plus inclusif. En ce sens, l'État doit se rapprocher de ses citoyens pour garantir une participation de masse et une véritable représentativité. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser stagner la démocratie. Au contraire, elle doit être traitée comme un processus dynamique que nous nous efforçons sans cesse d'améliorer. Nous devons identifier la solution la plus adaptée pour que la démocratie puisse remplir son rôle vital, c'est-à-dire représenter les volontés exprimées librement par l'électorat.

L'insatisfaction vis-à-vis du processus électoral engendre une désaffection pour le système politique et avantage les partis et idéologies extrémistes qui bénéficient de ce sentiment d'aliénation. Il est d'une importance vitale que notre mouvement soit en mesure de faire participer les jeunes, de leur redonner espoir et de sensibiliser la génération suivante. Ce n'est que grâce à une meilleure égalité des chances au niveau de l'éducation que l'on pourra combler les failles qui permettent aux idéologies extrémistes de gagner du terrain.

La transparence et la lutte contre la corruption sont indissociables de la démocratie. Ainsi, les détenteurs du pouvoir doivent à tout moment être redevables face à ceux qui les ont élus à ce poste. L'appareil administratif de l'État doit sensibiliser les citoyens aux questions publiques et renforcer leur participation au processus démocratique de prise de décisions. Les parties membres de l'Internationale Socialiste qui font partie d'un gouvernement devraient inscrire le renforcement de cet élément dans leur gouvernance.

L'année prochaine, le vingtième anniversaire de la Conférence de Beijing, qui sera célébré dans le monde entier, fournira l'occasion de renouveler la volonté et l'engagement politiques pour une mise en œuvre forte, efficace et accélérée du Programme d'action de Beijing, en se centrant sur la redistribution des ressources, des chances et des pouvoirs. Afin de contribuer à cette mise en œuvre, l'Internationale Socialiste et ses parties membres s'engagent à accélérer leurs efforts en vue d'une attribution équitable des postes de responsabilité grâce à l'utilisation de quotas.

Nous sommes de l'avis que les partis politiques, et en particulier ceux qui sont membres de notre mouvement mondial, peuvent jouer un rôle à part entière pour un changement social et politique positif, en adoptant pleinement les valeurs démocratiques et en se faisant les gardiens du processus démocratique.

Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Conseil mondial de l'Internationale Socialiste, réuni à Genève les 12 et 13 décembre, après réception du rapport de son Envoyé spécial portant sur sa visite à Caracas du 13 au 16 novembre dernier, et ayant pris note de l'intervention de Lilian Tintori, épouse de Leopoldo López, ainsi que des opinions exprimées par ses partis membres au Venezuela et par le Coordinateur international de la Table de l'unité démocratique, décide :

D'adopter les conclusions de son Envoyé spécial, qui indique que l'arrestation de M. López doit être considérée illégale et arbitraire au vu des irrégularités et des retards constatés au cours de la procédure judiciaire ; du refus constant d'accéder à ses demandes de mise en liberté, ce qui va à l'encontre du principe de présomption d'innocence ; des violations de ses droits de l'homme pendant ses dix mois d'incarcération en date, des châtiments illicites administrés en milieu pénitentiaire, de l'absence de communication, du fait que l'on ait fait obstacle aux entretiens avec son avocat, des restrictions constantes concernant ses visites ; et tout particulièrement au vu de la nature politique des chefs d'accusation qui pèsent contre lui ;

De regretter que les autorités gouvernementales vénézuéliennes n'aient pas répondu à l'initiative de cette Internationale, écartant ainsi la possibilité d'un dialogue avec son Envoyé spécial qui aurait pu ouvrir la voie à la libération de Leopoldo López et d'autres prisonniers politiques. Par ailleurs, le Conseil regrette également que jusqu'à présent au Venezuela, le gouvernement, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire aient ignoré les différents appels lancés par les organismes internationaux et tout particulièrement par les instances des Nations unies qui avaient exigé la libération immédiate de Leopoldo López et d'autres détenus ;

De demander instamment aux autorités vénézuéliennes de respecter la pleine autonomie du pouvoir judiciaire pour que celui-ci puisse exercer, en toute impartialité, son rôle de garant des droits de l'homme auprès de tous les vénézuéliens. En parallèle, le Conseil exhorte le ministère public à s'acquitter de ses fonctions judiciaires dans le cadre de l'État de droit, soulignant que son bon fonctionnement est d'autant plus important dans une nation qui présente des taux de violence et d'insécurité élevés, et au sein de laquelle la population fait face à un sentiment de peur et à un déni des droits de la défense dans une situation d'impunité de nombreux crimes graves ;

De demander au Comité international de la Croix-Rouge d'envoyer une mission au Venezuela afin de mener une inspection de la situation en milieu carcéral et, tout particulièrement, de rendre visite aux prisonniers politiques ;

De condamner la détention arbitraire et illégale, et à ce titre l’incarcération de Leopoldo López, Daniel Ceballos, Vincenzo Scarano et de centaines d’autres prisonniers politiques vénézuéliens ;

De condamner la répression des manifestations politiques et l’incarcération massive des étudiants ;

De réclamer la libération de Leopoldo López, Daniel Ceballos, Vincenzo Scarano et des autres prisonniers politiques du pays ;

De demander au gouvernement vénézuélien de respecter ses obligations, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

De demander au gouvernement vénézuélien de respecter ses obligations, conformément aux Traités que le Venezuela a ratifiés dans le cadre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

De réclamer la mise en place des conditions nécessaires pour le retour des figures politiques exilées, notamment Manuel Rosales, leader de l’UNT, Carlos Ortega et Carlos Vecchio ;

De demander la levée de la censure que subit la liberté d’information au Venezuela ;

D’exprimer à nouveau sa solidarité au peuple vénézuélien et à ses prisonniers d’opinion, réaffirmant l’engagement de l’Internationale Socialiste en faveur de la démocratie au Venezuela et appelant à la libération immédiate de Leopoldo López et de toutes les personnes encore détenues pour raisons politiques dans le pays.

Déclaration concernant la Biélorussie

Original : anglais

L'Internationale Socialiste continue de faire campagne en faveur de la libération des prisonniers politiques en Biélorussie, dont Mikalaï Statkevich, leader du parti social-démocrate biélorusse (BSDP-NH), membre de l'IS. Alors que des élections présidentielles sont prévues en Biélorussie en 2015, Statkevich est emprisonné depuis les dernières présidentielles de décembre 2010, soit presque toute la durée du mandat actuel.

Le régime de Loukachenko continue d'ignorer les droits de l'homme et les libertés politiques. C'est pourquoi nous appelons instamment la communauté internationale à faire peser davantage de pression politique sur ce régime afin d'amener le changement.

Dans le prolongement de son message sans équivoque concernant la démocratie, émis depuis les Nations unies à Genève les 12 et 13 décembre 2014, le Conseil de l'IS demande :

la libération de Mikalaï Statkevich et de tous les prisonniers politiques de Biélorussie, qui comprennent des figures de l'opposition et des militants des droits de l'homme ;

la mise en place d'une gouvernance démocratique dans ce pays avant les élections présidentielles prévues fin 2015, ainsi qu'un processus électoral libre et équitable.

12 December 2014

12 ديسمبر 2014

We, the undersigned, on behalf of the Socialist International are writing to request the immediate and unconditional release of Ebrahim Sharif, the iconic nationalistic leader and former Secretary General of the National Democratic Action Society (Waad), who is a prisoner of conscience serving a five (5) year sentence in the prisons of Bahrain in the aftermath of the 2011 popular rights movement.

نحن الموقعون أدناه، منظمة الاشتراكية الدولية، نطالب بالإفراج الفوري وغير المشروط عن إبراهيم شريف، القائد الوطني الرمز والأمين العام السابق لجمعية العمل الوطني الديمقراطي (وعد) وهو سجين رأي يقضي حكماً بالسجن (5) سنوات في سجون البحرين على اثر مطالبته بالإصلاح السياسي في أزمة 2011.

Sharif has languished in prison despite his unequivocal status as a political prisoner and has been charged under laws which were conveniently applied to restrict basic freedoms and criminalise legitimate opposition to government. We are concerned that the Government of Bahrain, despite its international obligations and confirmations of implementations of the Bahrain Independent Commission of Inquiry (BICI) Report recommendations asserting his status as a political prisoner and the recommendations of the United Nations Human Rights Council (UNHRC), persistently fails in meeting expectations and complying with its aforementioned obligations.

ويقع سجين الرأي والضمير شريف بالسجن رغم كونه سجين سياسي وقد وجهت اتهامات لهم بموجب قوانين طبقت بشكل يناسب تقييد الحريات الأساسية وتجريم المعارضة المشروعة للحكومة. ونحن نشعر بالقلق من أن حكومة البحرين تفشل باستمرار في تلبية التوقعات والامتثال بالتزاماتها الدولية، على الرغم من تعهداتها وتأكيداتها بتنفيذ توصيات اللجنة البحرينية المستقلة لتقصي الحقائق و توصيات مجلس حقوق الانسان التابع للأمم المتحدة، الذين بدورهما يؤكدان كونه سجين سياسي.

Sharif has served three quarters of his sentence since his arrest in 2011. In accordance with Bahraini Law of Criminal Procedures, Article 349 stipulates that prisoners shall have the right of early release. Accordingly, we call on the Government of Bahrain to process his release immediately and without further delay to demonstrate its sincerity in instilling genuine reform.

لقد قضى شريف ثلاثة أرباع فترة حكمه منذ اعتقاله في عام 2011، ووفقاً للمادة 349 من قانون الإجراءات الجنائية البحريني، يكون للسجناء الحق في الإفراج المبكر. وفي ضوء ذلك، فإننا نطالب حكومة البحرين بالإفراج عنه فوراً ودون مزيد من التأخير وذلك لتثبيت صدقها في غرس بذور الإصلاح الحقيقي.

Yours sincerely,

تفضلوا بقبول فائق الاحترام،
(الموقعون)

George Papandreou, President

Luis Ayala, Secretary General

Résolution sur l'épidémie de la maladie à virus Ebola

Le Conseil de l'internationale Socialiste, réuni à Genève les 12 et 13 Décembre 2014,

Considérant que l'épidémie de la maladie à virus Ebola est une urgence de santé publique de portée internationale ;

Reconnaissant que l'impact de cette maladie peut être minimisé par des mesures préventives de même que par un système de surveillance et de riposte renforcé et efficace;

Reconnaissant également que face à cette situation alarmante, le seul objectif demeure l'arrêt de la transmission de la maladie dans un esprit de solidarité internationale, la mobilisation des ressources et l'harmonisation des stratégies ;

Exprime une profonde préoccupation par rapport à la faiblesse des systèmes de santé des pays touchés et affectés pour faire face à aux épidémies, notamment l'épidémie de la maladie à virus Ebola, qui sévit actuellement en Afrique de l'ouest;

Témoigne toute sa solidarité aux pays touchés dont les populations sont durement éprouvées;

Souligne la nécessité d'une mobilisation internationale conséquente pour faire face à cette épidémie, et engage les pays membres de l'IS à mobiliser des ressources additionnelles pour appuyer les pays concernés.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Nations unies, Genève, 12-13 décembre 2014

Déclaration concernant les élections en Uruguay

Original : Spanish

Concernant les élections récentes en Uruguay, le Conseil de l'IS, qui s'est réuni aux Nations unies à Genève les 12 et 13 décembre 2014 :

salue la victoire du Frente Amplio, coalition qui regroupe tous les partis de gauche, dont le Parti socialiste et le parti Nuevo Espacio, tous deux membres de plein droit de l'IS ;

déclare qu'un troisième gouvernement du Frente Amplio permettra de consolider les changements obtenus en Uruguay pour plus de démocratie et de justice sociale, principes partagés par l'IS ; et

salue Tabaré Vázquez, nouveau Président de l'Uruguay, fonction qu'il a déjà occupée de 2005 à 2010.

Déclaration de solidarité avec les étudiants d'Ayotzinapa, Guerrero, au Mexique

Le Conseil de l'Internationale Socialiste déclare sa solidarité envers les familles des 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero, au Mexique, étudiants qui ont disparu en septembre.

Nous condamnons les personnes responsables de ces disparitions et soutenons pleinement tous les acteurs politiques qui œuvrent en faveur de nos principes communs, à savoir la transparence et la lutte contre le crime organisé, et qui cherchent à rendre justice à ces étudiants.



| PAKISTAN

L'IS condamne le massacre de Peshawar

17 DÉCEMBRE 2014

L'Internationale Socialiste (IS) est profondément bouleversée et attristée par le massacre répugnant perpétré par les talibans pakistanais (TTP), dans une école d'enfants de militaires à Peshawar. Nous condamnons vigoureusement cet acte de terrorisme méprisable contre des centaines d'enfants innocents, volontairement ciblés, dont 132 ont péri avec neuf adultes et plus d'une centaine d'autres ont été blessés.

Le TTP a déclaré que cette attaque partait d'une volonté de se venger des opérations militaires entreprises contre ses membres, dans la province du Khyber et au Waziristan du Nord. Ces actes inhumains sont injustifiables. L'Internationale Socialiste se prononce de nouveau d'une voix forte et unie, contre l'utilisation abusive de l'Islam pour semer la terreur et la souffrance au sein de la population et tout particulièrement, contre le ciblage odieux des enfants.

La communauté internationale doit faire front contre la terreur, impératif vis-à-vis duquel l'Internationale Socialiste réitère son engagement total. La semaine dernière, la réunion du Conseil de l'IS au Siège européen des Nations unies à Genève communiquait le même message.

L'Internationale Socialiste transmet ses sincères condoléances aux familles des victimes et tient à exprimer sa ferme solidarité à l'égard du peuple pakistanais et de son parti membre du Pakistan, le Parti populaire pakistanais, en ce moment de deuil tragique.



| FRANCE

L'IS IS condamne l'attentat terroriste contre le magazine Charlie Hebdo à Paris

07 JANVIER 2015

L'Internationale Socialiste déplore et condamne fermement l'acte terroriste odieux commis aujourd'hui à Paris contre le magazine satirique Charlie Hebdo qui a laissé 12 morts, dont deux policiers. Nous exprimons nos plus sincères condoléances aux familles, amis et collègues de ceux qui sont morts si tragiquement. Notre mouvement mondial accompagne la nation française dans ces moments douloureux, fermes dans notre position contre la terreur et l'intimidation, à la défense de la vie et de la liberté d'expression, et résolus dans notre engagement à protéger et renforcer les droits et libertés partout où ils sont menacés.



| AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

L'Internationale Socialiste soutient les efforts régionaux de combat contre Boko Haram en Afrique occidentale et centrale

20 JANVIER 2015

Les nouvelles réunions des États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin débutant aujourd'hui à Niamey au Niger, sont l'occasion pour l'Internationale Socialiste d'apporter son soutien inconditionnel aux efforts régionaux de combat collectif contre le terrorisme en Afrique occidentale et centrale et, en particulier, contre la menace croissante que représente Boko Haram.

La chute récente de Malam Fatori, Damasak et Baga au Nigéria, les raids transfrontaliers du week-end dernier au Cameroun et la capture de dizaines d'otages ne font qu'accentuer les craintes ressenties sur le plan humanitaire d'une part et à propos du maintien de la paix et de la stabilité dans la région de l'autre. Depuis avril 2014 et l'enlèvement de 276 écolières par Boko Haram, le monde continue d'être témoin des atrocités éhontées commises par ce groupe terroriste et notamment, selon les rapports des Nations unies, de violences contre les populations civiles, d'enlèvements, de meurtres, de viols, d'esclavage sexuel et de recrutement d'enfants soldats, parmi tant d'autres violations manifestes des droits de l'homme. Le déplacement à grande échelle de personnes s'intensifie au Nigéria et dans les pays limitrophes, aggravant une crise humanitaire déjà exponentielle.

Comme l'a déjà déclaré l'IS, des solutions multilatérales s'imposent pour neutraliser le terrorisme. La communauté internationale doit se mobiliser pour y opposer un front collectif. L'Internationale Socialiste félicite le gouvernement du Président Mahamadou Issoufou du Niger d'avoir organisé cette initiative et réitère sa solidarité avec toutes les parties engagées dans ces efforts.



| MOLDOVIE

L'Internationale Socialiste se félicite d'un accord pour former un nouveau gouvernement de coalition en Moldavie

27 JANVIER 2015

L'Internationale socialiste se félicite de l'accord passé par le Parti démocrate de Moldavie (DPM) et le Parti libéral-démocrate de Moldavie (LDPM) pour former un gouvernement de coalition.

Au terme d'âpres négociations entre les partis au parlement de Moldavie, le DPM et le LDPM ont démontré leur volonté et leur détermination de progresser et de former une coalition minoritaire qui permettra à la Moldavie de traiter de pressants problèmes nationaux, d'approfondir le processus d'intégration à l'Europe et de confronter les préoccupations de sécurité et les défis de politique étrangère liés aux développements actuels dans la région.

Il est regrettable que certains partis ayant une perspective commune sur le rôle de la Moldavie en Europe n'aient pas participé à cet accord, centré sur une réponse raisonnable face au programme politique urgent et qui contribue à la stabilité politique du pays.

L'Internationale socialiste exprime son soutien fraternel à son parti membre, le Parti démocrate de Moldavie, et au nouveau gouvernement de coalition. Notre Internationale attend maintenant avec impatience la formation du nouveau gouvernement et sa réussite dans sa réponse aux aspirations et espoirs des citoyens de Moldavie.



| TURQUIE

Protéger la liberté d'expression Turquie

02 FÉVRIER 2015

L'Internationale Socialiste exprime une nouvelle fois sa très vive préoccupation devant les mesures prises par les autorités turques, qui sont contraires aux libertés et droits fondamentaux de son peuple et qui n'ont pas leur place dans une véritable démocratie.

Le procès et la condamnation à six années d'emprisonnement d'Uğur Yeşiltepe, Président du Barreau de Tunceli, avec six autres personnes, pour avoir exercé leurs droits démocratiques, dont la liberté d'expression, est totalement inacceptable. C'est la première fois depuis le coup d'état militaire de 1980 qu'un président de l'Association du Barreau turc est condamné à une peine de prison. Les procureurs ont allégué que, à travers son travail, ses écrits et sa participation à des rassemblements dans la province de Tunceli, Yeşiltepe avait participé à des actes terroristes. L'Union des Associations du Barreau turc et toutes les autres Associations du Barreau provinciales ont condamné ce verdict et se sont engagées à soutenir Uğur Yeşiltepe.

L'Internationale Socialiste dénonce également le projet de résolution qui a été rédigé à l'encontre de Veli Ağbaba, vice-président du parti d'opposition membre de l'IS, le Parti Républicain du Peuple (CHP) en raison de « soupçons raisonnables », suite aux allégations de corruption soulevées par Ağbaba à propos du parti au pouvoir. Une modification récente de la législation turque autorise la détention des personnes et la saisie de leurs biens sur la base d'un simple « soupçon » plutôt que d'une « forte suspicion basée sur des preuves concrètes ». Dans ce cas particulier, le procureur a demandé pour Ağbaba une série de peines de prison allant d'un an et neuf mois jusqu'à un maximum de huit ans et quatre mois.

La liberté d'expression est un droit fondamental dans toute société démocratique, qui est garanti par la constitution dans tous les états où il existe une véritable démocratie, et qui est inscrit dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et protégé par celle-ci. Ces mesures sont des violations flagrantes de la liberté d'expression par un gouvernement qui, d'évidence, réprime son appareil judiciaire et rend inutilisable le principe de contrôle judiciaire des pratiques et politiques gouvernementales.



| YEMEN

L'Internationale Socialiste condamne la prise du pouvoir par les armes

12 FÉVRIER 2015

L'Internationale Socialiste est gravement préoccupée par les récents événements survenus au Yémen, où des rebelles armés d'al-Houthi ont pris le pouvoir par la force. Cet acte d'agression injustifié et illégitime met en danger les progrès réalisés par les forces démocratiques depuis la chute du régime autoritaire en mars 2012 vers l'adoption d'une nouvelle constitution, et l'Internationale Socialiste condamne les responsables.

L'Internationale Socialiste a accompagné le processus de transition au Yémen depuis les premières manifestations contre l'ancien régime, y inclus une visite de son Secrétaire général, qui a exprimé le soutien de l'IS à tous ceux qui œuvraient pour la démocratie. Notre organisation confirme son engagement total à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour aider le Yémen dans cette situation particulièrement critique. Nous exprimons également notre entière solidarité à notre parti membre, le Parti socialiste yéménite (PSY), qui a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à instaurer la paix, la stabilité et la démocratie dans le pays.

La seule voie viable pour le Yémen sera de respecter les accords intervenus durant le processus de dialogue national. Selon ces accords, le Yémen s'est engagé à être un état unifié sur la base du fédéralisme et de la démocratie et a confirmé que la nouvelle constitution serait alignée sur le respect des droits de l'homme et des normes et critères internationaux ; une démocratie participative et représentative, avec des élections ouvertes et compétitives, et la liberté des convictions politiques et religieuses.

Ces récents actes d'agression semblent avoir été déclenchés par la publication d'un texte définitif de la constitution. L'opposition à ce document ne constitue toutefois pas une justification d'imposer la démission du président élu et la dissolution du parlement. L'usage de la force ne constituera jamais une voie légitime vers le pouvoir, et cette tentative de coup d'état au Yémen est contraire aux valeurs les plus fondamentales de notre organisation.

Le Yémen a plus que jamais besoin du soutien et de la solidarité de la communauté internationale afin de restaurer l'ordre constitutionnel. Dans un tel climat de violence et d'insécurité, ce sont les citoyens yéménites ordinaires qui continuent à souffrir au quotidien. Le peuple du Yémen mérite les mêmes droits et libertés que les autres peuples du monde, mais sans la structure fondamentale d'institutions étatiques légitimes et en l'absence d'un gouvernement efficace, les besoins les plus élémentaires des citoyens ne seront pas satisfaits.

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (40)

IMAGES



+10

MÉDITERRANÉE

Réunion du Comité Méditerranée de l'IS
Valence, Espagne

13-14 FÉVRIER 2015



Les 13 et 14 février, le Comité Méditerranée de l'IS s'est réuni à Valence, en Espagne, accueilli par le Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE. Les débats étaient axés sur deux thèmes principaux : «Le nouvel élan essentiel pour la paix et la sécurité dans la Méditerranée» et «Resserrant la coopération pour une politique de cohésion pour la Méditerranée». La réunion a été ouverte par des discours de Ximo Puig, Secrétaire général du Parti socialiste à Valence, le PSPV, de Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et Carme Chacón, Présidente du Comité et Secrétaire des Relations internationales du PSOE.

Miguel Ángel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères espagnol, a présenté le premier thème principal alors que Mustapha Ben Jaafar, Secrétaire général d'Ettakatol, Tunisie, et Président honoraire de l'IS, a présenté le second thème. La réunion a également reçu des rapports des participants sur la situation nationale dans les pays de la région.

Suite à des débats nourris, les membres du comité ont adopté une déclaration intitulée «Un nouvel ordre du jour pour la Méditerranée» reflétant les thèmes abordés et les accords conclus. Ce document souligne en premier lieu la nécessité de mettre en pratique une vision partagée et un cadre commun pour établir les priorités et la coopération. Il souligne également la nécessité de mettre en route une politique commune sur la migration, basée sur le principe de solidarité et de préoccupations humanitaires ; la nécessité d'une véritable stratégie politique pour confronter le terrorisme sur les deux rives de la Méditerranée, y compris la promotion et la défense des droits, des libertés et de la tolérance ; de faire progresser la consolidation de la démocratie ; de promouvoir un nouveau plan d'investissement massif pour la Méditerranée en vue de lutter contre le chômage des jeunes et présenter une alternative à la migration et à la radicalisation ; de créer les conditions pour faciliter une solution politique juste du problème de la division de l'île de Chypre ; de promouvoir une solution juste et négociée au conflit dans le Sahara occidental et d'encourager la reconnaissance de l'État de Palestine comme contribution au processus de paix au Moyen-Orient, menant à la coexistence de deux États : Israël et la Palestine.

À l'occasion de cette réunion à Valence, le Groupe de contact sur le Sahara occidental établi antérieurement par l'IS s'est réuni et a convenu les termes de référence de la mission d'établissement des faits lors de la visite de la région début mai, sous la direction de Juan Antonio Yáñez du PSOE, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères et ibéro-américains, et un ancien ambassadeur d'Espagne auprès des Nations-Unies. Un rapport des conclusions de la mission sera présenté en premier lieu au Comité Méditerranée puis au Conseil de l'IS lors de sa prochaine réunion.

Au cours de la session de clôture en présence des médias, le Comité a écouté Joan Calabuig, candidat du PSPV à la mairie de Valence, Jaume Collboni, candidat du PSC à la mairie de Barcelone, Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et Carme Chacón, Présidente du Comité Méditerranée de l'IS.

[Liste des participants](#)

DÉCLARATION DE VALENCE

UN NOUVEL ORDRE DU JOUR POUR LA MÉDITERRANÉE

Original : espagnol

Les partis sociaux-démocrates de la région méditerranéenne se sont rassemblés à Valence les 13 et 14 février 2015 pour une réunion du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste afin de débattre d'une part le nouvel élan essentiel pour la paix et la sécurité et d'autre part les initiatives nécessaires pour renforcer la coopération et surmonter les inégalités qui existent entre les deux rives de la Méditerranée.

Nous avons reconnu que les initiatives lancées dans les années 1990, telles que le Processus de Barcelone et ultérieurement l'Union pour la Méditerranée, ont obtenu des résultats limités, en partie à cause du fait que les pays d'Europe se sont retrouvés plongés dans l'une des plus grandes crises économiques de l'histoire, qui dure depuis maintenant sept ans et également car les pays arabes ont vécu de profonds changements menant au appelé Printemps arabe. Mais le Comité Méditerranée reste pleinement engagé à la réalisation des objectifs de ces initiatives et a réaffirmé la nécessité de créer un espace de coopération et de dialogue entre tous les pays de la région pour nous permettre de résoudre ensemble les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Nous vivons des moments de profonds bouleversements géo-stratégiques dans le monde, dans lesquels les pays de la Méditerranée continuent d'occuper une place centrale et où tous les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés se manifestent ensemble, interagissent et se nourrissent les uns des autres autant dans les domaines de la paix et de la sécurité, de l'économie, de l'emploi, de l'énergie et de la gestion des ressources que dans les domaines sociaux et culturels.

Nous savons que de nombreuses injustices en tous genres persistent, créant d'intenses frustrations et un terrain fertile pour les mouvements radicaux qui encouragent la haine pour ceux qui sont différents et vont jusqu'au terrorisme barbare de « l'État islamique » auto-promulgué, également appelé Daech ou ISIS, notamment en Syrie et en Irak où il est responsable du massacre de la population civile. En même temps, l'absence d'opportunités et d'espoir pour l'avenir pour de nombreux jeunes qui ont du mal à trouver un emploi les force à migrer vers les pays du Nord.

Le Comité Méditerranée estime que la réaction militaire et sécuritaire n'est pas le seul moyen de mettre un terme au terrorisme djihadiste qui représente une grave menace pour chacun d'entre nous, et non seulement pour la vie des êtres humains mais aussi pour nos valeurs et libertés. Il est essentiel de mettre en œuvre des initiatives politiques et diplomatiques à grande échelle pour accompagner les actions militaires contre le terrorisme, afin d'empêcher de nouvelles attaques et de confronter les causes premières de ce phénomène.

De plus, en tant que socialistes, nous, les membres du Comité Méditerranée, ne pouvons rester les bras croisés pendant que la Méditerranée devient un grand cimetière pour les milliers de personnes qui émigrent à la recherche d'un meilleur avenir pour elles et pour leurs familles, échappant dans bien des cas à des guerres et tombant dans le piège des réseaux de trafiquants d'êtres humains. Nous devons trouver des réponses et exiger une action en mettant les personnes au centre de stratégies qui permettront de diriger les flux migratoires tout en luttant avec détermination contre le crime organisé, le trafic des êtres humains et les paradis fiscaux où l'argent taché de sang se réfugie.

Il faut également mentionner que nous n'avons toujours pas de solutions à d'anciens conflits tels que celui entre Israël et la Palestine; la division de l'île de Chypre ou la situation au Sahara occidental, qui persistent au cours du temps sans signe de progrès, en dépit des différentes initiatives de paix lancées au cours de ces dernières années.

C'est pour toutes ces raisons que les partis membres du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste, soulignant l'importance stratégique de la Méditerranée et animés par la volonté de construire l'avenir ensemble, ont décidé que nous devons promouvoir une stratégie renouvelée, basée sur la responsabilité partagée de chacun et de donner ainsi une nouvelle dimension multilatérale aux relations, basée sur une large coopération et solidarité, au sein de laquelle les deux rives participent à des conditions égales afin de définir une initiative méditerranéenne globale en vue de retrouver et de revitaliser l'esprit du Processus de Barcelone.

À cet égard, nous avons défini un nouvel ordre du jour pour la coopération en Méditerranée, qui contient les dix points suivants :

Premièrement : établir une vision partagée et un cadre stratégique global commun pour nous permettre de définir les priorités, objectifs et instruments de coopération.

Deuxièmement : lancer une politique véritablement européenne sur la migration, basée non seulement sur des mesures de contrôle frontalier mais mettant aussi en jeu une action politique et diplomatique dans les pays d'origine et dans les pays de transit. Nous demandons instamment la solidarité de l'Union européenne pour rétablir l'opération « Mare Nostrum » récemment démantelée et, en général, la solidarité avec les pays d'Europe du Sud qui sont en première ligne de cette crise humanitaire. Nous demandons en même temps le soutien des efforts au Liban pour délivrer une aide aux réfugiés du conflit syrien.

Troisièmement : nous doter d'une véritable stratégie politique pour confronter le terrorisme, non seulement du point de vue de la coopération entre les services de sécurité, de police et de renseignements, mais aussi par la promotion et la défense des droits et libertés, du respect et de la tolérance, ainsi que de l'initiative de l'Alliance des civilisations.

Quatrièmement : faire progresser la consolidation des systèmes démocratiques et le respect des droits et libertés fondamentaux, la défense des sociétés plurielles et inclusives où les droits des minorités et l'égalité des genres sont respectés. Dans le cas de l'Égypte, nous soutenons la décision du Parti social démocrate (ESDP) de participer aux prochaines élections parlementaires en dépit de la loi électorale actuelle et des préoccupations liées aux interventions de l'État et du Président contre l'opposition, et nous demandons que les élections soient libres, permettant la réalisation de la feuille de route et des aspirations du peuple égyptien à la liberté, la démocratie et la justice sociale. En ce qui concerne la Tunisie, nous nous réjouissons du succès du processus de transition démocratique et de la participation d'Ettakatol, nous exprimons notre solidarité et nous encourageons les efforts pour unifier les forces sociales démocrates et les appelons à surveiller les développements et préserver le processus démocratique face à ceux qui œuvrent contre lui.

Cinquièmement : promouvoir un plan massif d'investissement dans la Méditerranée pour lutter contre le chômage des jeunes et présenter aux générations futures une alternative à la migration et à la radicalisation.

Sixièmement : prendre des mesures décisives pour consolider une politique européenne sur la Méditerranée qui soit cohérente et ait une voix forte et unie.

Septièmement : les deux rives, nord et sud, doivent lutter ensemble contre le terrorisme qui nous menace tous de manière égale.

Huitièmement : créer les conditions appropriées pour faciliter une solution politique juste pour mettre fin à la division de l'île de Chypre, sur la base d'une fédération à deux zones et deux communes, ainsi que sur l'égalité politique, selon les recommandations des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les Accords de haut niveau et le droit international.

Neuvièmement : utiliser l'opportunité de dialogue dans le cadre du Comité Méditerranée ainsi que la générosité et la solidarité démontrées par les partis, pour promouvoir une solution juste et négociée au conflit au Sahara occidental, pour accompagner le travail de l'ONU à cet égard.

Dixièmement : encourager la reconnaissance de l'État palestinien, en comprenant qu'il s'agit d'une contribution au processus de paix au Moyen-Orient qui doit déboucher sur la coexistence de deux États - Israël et la Palestine - dans la paix, la sécurité et la coopération mutuelle.

ANNEXE

À l'occasion de la réunion du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste à Valence, le Groupe de contact sur la situation au Sahara occidental, établi antérieurement par l'IS, s'est réuni le vendredi 13 février 2015.

Tenant compte de la décision d'envoyer une mission d'établissement des faits sur place, ratifiée par les réunions du Conseil à Mexico et Genève (2014), le Comité Méditerranée a convenu les termes de référence pour cette mission, qui sera dirigée par Juan Antonio Yáñez (PSOE), accompagné par une délégation dont les membres seront annoncés à une date ultérieure. Cette mission se rendra dans la région début mai 2015. Elle aura un large ordre du jour de contacts et de réunions avec la collaboration des parties concernées, ce qui lui permettra de vérifier la situation sur place en vue de participer, conformément à notre engagement socialiste et démocratique, à la recherche de solutions communes, en accompagnant et encourageant le processus de négociation qui se déroule actuellement sous les auspices des Nations-Unies.

Le président de la délégation au Sahara occidental présentera le rapport de la mission en premier lieu au Comité Méditerranée et ensuite au prochain Conseil de l'Internationale socialiste.



| VENEZUELA

Venezuela: au point de non-retour?

20 FÉVRIER 2015

Aujourd'hui, au Venezuela, l'arbitraire, l'angoisse et le joug de la répression sont en tous points comparables aux agissements des régimes autoritaires du passé.

Le leader du parti populaire, Voluntad Popular, Leopoldo López, vient de passer une année sous les barreaux comme prisonnier politique du gouvernement de Nicolás Maduro au Venezuela, tandis que d'autres citoyens et dirigeants de l'opposition restent emprisonnés ou détenus par suite de décisions arbitraires du gouvernement vénézuélien, avec le soutien du pouvoir judiciaire soumis à l'exécutif. Les accusations, la persécution et la répression de leaders de différentes forces politiques démocratiques de l'opposition se poursuivent sans relâche.

Hier, Antonio Ledezma, leader d'un parti d'opposition et maire de la métropole de Caracas, a été violemment arrêté par un groupe d'agents de la répression de l'Etat et emprisonné, tandis que l'incertitude et le sentiment d'insécurité vont croissant chez ses proches et d'autres responsables politiques de l'opposition. Face à cette situation, la population semble dépourvue de toute protection et vulnérable aux caprices de l'inacceptable autoritarisme de son gouvernement.

Le Venezuela est de plus en plus en décalage avec les démocraties ailleurs dans le monde, son gouvernement perd de jour en jour un peu plus de sa légitimité au vu des violations des droits de l'homme et des traitements inhumains et dégradants infligés aux leaders des forces démocratiques ainsi qu'à ses propres citoyens.

L'Internationale Socialiste, qui incarne le progressisme, aux côtés des forces politiques qui se mobilisent à travers le monde en faveur de la justice sociale et d'une société basée sur la solidarité et l'inclusion, rejettent et condamnent ces politiques inacceptables de répression du gouvernement du Venezuela, qui réduisent le peuple vénézuélien à l'impuissance et rappellent des périodes sombres de son histoire, au mépris des seules valeurs qui soient acceptables de nos jours, quel que soit le pays, à savoir la démocratie et le respect de la liberté et des droits de l'homme.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, l'arrêt des persécutions et de la répression exercée par le gouvernement de Nicolás Maduro à l'encontre des leaders des forces démocratiques du Venezuela ; l'érosion systématique des institutions et de l'ordre légal de l'Etat doit impérativement cesser, et une réponse urgente et décisive doit être apportée pour remédier aux privations et aux besoins d'un peuple qui semble, jour après jour, de plus en plus menacé par des violences et un climat de confrontation émanant de son propre gouvernement.

IMAGES (34)

IMAGES



UIP

L'Internationale Socialiste à la 132e assemblée de l'UIP à Hanoi

30 MARS 2015



132e Assemblée de l'UIP, Hanoi

À l'occasion de la 132e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est tenue à Hanoi du 28 mars au 1er avril 2015, l'Internationale Socialiste a organisé une réunion des parlementaires des partis membres de l'IS, comme elle l'a fait lors des précédentes assemblées de l'UIP. Les débats ont couvert un aperçu des développements internationaux actuels d'intérêt commun, les rapports présentés par les membres sur les questions intéressant leur délégation nationale et un échange de vues sur les principaux thèmes de l'ordre du jour de l'UIP.

Parmi les participants on comptait des représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Argentine, Autriche, Belgique, Botswana, Chili, Espagne, Haïti, Hongrie, Inde, Mongolie, Mali, Mexique, Namibie, Niger, Pakistan, Palestine, Royaume-Uni, Tanzanie et Zambie.

La menace du terrorisme, qui était le point d'urgence de la 132e assemblée, a été abordé par les participants qui ont présenté les développements actuels dans leur région et les efforts engagés pour confronter cette menace. Une attention particulière a été accordée à la situation politique instable en Libye, qui est un refuge pour le trafic d'armes et de drogue et représente donc une menace grave pour ses voisins. Les récentes activités terroristes, comme au Nigeria et en Tunisie, ont été mentionnées, et la ferme résolution de surmonter ensemble ce fléau grâce à une coopération internationale renforcée a été soulignée. Pour l'Internationale Socialiste, on a souligné que ce thème est régulièrement au centre des débats au niveau régional et mondial, comme ce fut le cas le plus récemment lors de la dernière réunion du Conseil de l'IS en décembre dernier, et qu'il restera l'une des priorités de l'ordre du jour des prochaines réunions régionales de l'IS.

+4

La situation au Moyen-Orient a fait l'objet de débats, notamment la situation de la Palestine suite aux récentes élections en Israël et aux déclarations négatives faites par B. Netanyahu pendant les dernières journées de la campagne qui ne présageaient rien de bon pour les négociations futures débouchant sur la solution tant espérée et longtemps attendue à double État, dans l'intérêt de la paix et du progrès. Les participants palestiniens ont également présenté un rapport sur la situation de leur demande à adhérer à la Cour pénale internationale. Le Président du Comité de l'UIP sur les questions du Moyen-Orient, Lord Judd du Royaume-Uni, a participé aux débats et informé les participants des travaux de son comité. La tâche de la construction de la paix exige une patience sans limites et une détermination à persévérer. On a souligné que l'importance du socialisme démocratique était plus pertinente et cruciale que jamais pour bâtir la compréhension et l'engagement parmi les peuples.

En ce qui concerne la généralisation de la reconnaissance de l'État de Palestine au plan international, les représentants de la Belgique ont présenté leurs tentatives à cette fin pendant leur mandat gouvernemental. Ces efforts sont maintenant au point mort suite au changement de gouvernement à Bruxelles, mais toutes les

opportunités pour soulever cette question sont saisies. On se rappellera que le Conseil de l'IS lors de sa dernière réunion avait demandé à tous les partis membres de l'IS d'œuvrer pour la reconnaissance internationale de l'état palestinien.

La réunion a donné aux participants la possibilité de partager des informations sur leur situation nationale. L'assemblée a pu découvrir les derniers développements en Mongolie, où le parti MPP, membre de l'IS, participe à une coalition gouvernementale. Des élections sont prévues en Mongolie l'an prochain et le parti y participera, avec un programme social démocrate renforcé.

En Espagne, les Socialistes ont récemment remporté une importante victoire en Andalousie à une période où l'Europe est confrontée à des problèmes sociaux et économiques complexes et à une montée du populisme à gauche comme à droite. La réunion a entendu le travail et les efforts faits par le parti socialiste ainsi que les préparatifs en cours pour affronter les élections locales et régionales qui se dérouleront en mai prochain.

En ce qui concerne Haïti, on constate l'existence d'une grave impasse après la fin du mandat du dernier parlement, car aucun accord n'a été conclu pour organiser des élections. On nous a signalé que le Président actuel reste en fonctions malgré l'absence d'un parlement. On espérait que des élections parlementaires libres et justes se dérouleront en septembre, suivies par des élections présidentielles en octobre, auxquelles de nombreux candidats se sont inscrits. L'importance du soutien des efforts pour instaurer une véritable démocratie à Haïti a été soulevée, tout comme celle d'une solution juste à la situation de vulnérabilité qui touche les ressortissants haïtiens vivant à l'étranger.

Les représentants du parti membre de l'IS, le Front patriotique, actuellement au pouvoir en Zambie, ont présenté des informations sur les récentes élections qui se sont déroulées en décembre suite au décès de l'ex-Président Sata. Ces élections se sont déroulées dans la paix et le respect des principes démocratiques. Ce pays espère désormais organiser la 134^e assemblée de l'UIP à Lusaka en 2016, dont les préparatifs sont en cours.

Dans sa synthèse, le Secrétaire général de l'IS, qui présidait la réunion, a fait référence aux récentes et prochaines activités de l'organisation et a rappelé les décisions du dernier Conseil de l'IS concernant le terrorisme. Il est également impératif de se focaliser sur la démocratie, car il est essentiel de supprimer les sources de conflit, y compris le déficit de droits et libertés. Il est important, a-t-il souligné, de ne pas compromettre les valeurs et principes que nous représentons en tant que social-démocrates face aux nombreux défis qui attendent notre mouvement. Au contraire, ils doivent être renforcés par la cohérence de nos politiques et par la préservation de notre identité en tant que mouvement de gauche.



| NIGERIA

L'Internationale Socialiste salue la réussite des élections présidentielles au Nigeria

01 AVRIL 2015

L'Internationale Socialiste exprime sa satisfaction devant le déroulement réussi des élections présidentielles au Nigeria cette semaine, qui permettront pour la première fois dans ce pays d'opérer un transfert paisible du pouvoir entre un civil et un autre, qui représente différentes forces politiques. Le fait que cet accomplissement se déroule dans le pays le plus peuplé d'Afrique représente un progrès important pour la démocratie sur le continent.

Nous adressons notre reconnaissance à tous les acteurs politiques de ces élections, y compris le candidat victorieux et le prochain Président, Muhammadu Buhari, le Président sortant, Goodluck Jonathan, les partis politiques et le peuple nigérian qui se sont réellement et démocratiquement engagés dans le processus électoral et ont ainsi validé son énorme importance pour la nation.

L'Internationale Socialiste félicite particulièrement et chaleureusement l'All Progressives Congress, APC, la force politique présentant la candidature de M. Buhari, un parti qui fut accepté en tant que membre de notre organisation lors de la dernière assemblée du Conseil de notre Internationale en décembre 2014.

En tant que famille politique internationale, nous souhaitons au nouveau Président et à l'All Progressives Congress du Nigeria force, sagesse et réussite pour affronter le programme difficile qui les attend afin d'approfondir et de consolider la démocratie, d'obtenir des institutions gouvernementales crédibles et transparentes pour autoriser une gouvernance efficace et de bonne qualité, de vaincre et éliminer le terrorisme et ses conséquences dévastatrices, et pour instaurer une société sans peur et sans pauvreté, pour tous les Nigériens.

Nous lançons un appel à toute la communauté internationale pour soutenir le Nigeria dans ces efforts.

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (52)

IMAGES



+22

AFRIQUE

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Bamako, Mali

10-11 AVRIL 2015



Latifa Perry

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Bamako, au Mali, les 10-11 avril, accueilli par les deux partis membres de l'IS, le Rassemblement pour le Mali, RPM, et l'Alliance pour la Démocratie au Mali - Parti africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ. Les débats étaient axés sur les questions clé de la sécurité, la démocratie et le développement pour les peuples d'Afrique.

Pendant la cérémonie d'ouverture, à laquelle ont assisté les membres du gouvernement et les dirigeants des deux partis maliens membres de l'IS, l'assemblée a pu entendre le message de bienvenue de M. Boukassou Haidara, Vice-président du RPM, et du Prof. Tiémoko Sangaré, Président de l'ADEMA, suivis par des discours d'Emmanuel Golou, Président du Comité et Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste.

Durant les sessions de travail qui se sont déroulées ensuite, les membres du Comité ont abordé un ordre du jour qui contenait deux thèmes : « Notre engagement à mettre un terme au terrorisme au Sahel et au-delà » et « Garantir les libertés, les droits et le développement grâce à la démocratie ».

En ce qui concerne le premier thème, Hamadou Konaté, ministre malien pour la Solidarité, les affaires humanitaires et la reconstruction du Nord, a fait une présentation détaillée à propos de l'Accord d'Alger du 1er mars 2015, fruit de négociations intensives entre le gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord. Pendant les discussions du comité, une analyse a été menée du processus lancé dans le pays pour la réconciliation nationale et la paix. Un appel a été lancé pour continuer à bénéficier du soutien de la communauté internationale afin de progresser rapidement vers la signature et la mise en œuvre de cet accord de paix conformément aux engagements pris par les parties concernées.

Également dans le cadre de ce thème, le ministre gouvernemental Zeiny Moulaye a fait un exposé sur la situation de la sécurité au Sahel. Les problèmes de criminalité transfrontalière et l'absence d'un contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans la région ont été abordés, tout comme une série de vulnérabilités et de déficits structurels, ainsi que la fragilité de l'État et de l'écologie. Parmi les menaces pesant sur la paix et la sécurité sur le continent, les participants ont souligné l'importance de la pauvreté extrême, le phénomène d'extrémisme religieux, la migration, le trafic de drogue, la prolifération des armes légères, le terrorisme, les insurrections, l'exploitation étrangère des ressources naturelles de la région et les effets du changement climatique sur le secteur agricole. Ces facteurs ont eu des conséquences dramatiques sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle, ainsi que sur la gouvernance elle-même dans les pays de la

région du Sahel.

Les participants ont souligné la nécessité d'intégrer la question de la sécurité dans les politiques de gouvernance démocratique, de renforcer la coopération régionale débouchant sur une stratégie collective partagée incluant le développement de réseaux d'information adéquats, de programmes de prévention de la criminalité basés sur la coopération entre les différents services de sécurité et de la réforme du secteur de la justice afin de mieux protéger les citoyens et de garantir l'intégrité de ceux qui sont responsables de l'administration de la justice. Le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix et de la réconciliation a également été reconnu et doit être encouragé.

Une Déclaration sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali a été convenue, présentant les principales problématiques entrant en jeu et les opinions des membres du Comité.

Le second thème principal était présenté par deux orateurs : Nancouma Keita du RPM et Makan Moussa Sissoko de l'ADEMA-PASJ. Pendant les débats, la fragilité de la démocratie dans de nombreux pays a été soulignée et, malgré les importants progrès réalisés, comme par exemple au Mali, il reste de nombreuses tâches pressantes, dont la nécessité de renforcer l'État et les forces de sécurité, développer le rôle des partis politiques et de la société civile, responsabiliser les femmes, les hommes et les jeunes, éliminer la marginalisation et augmenter la participation, fournir une éducation pour tous, y compris les femmes et les filles, assurer une formation adéquate pour une presse professionnelle, réagir efficacement face au problème de la pauvreté et de ses conséquences, et développer la coopération régionale. L'impératif que les États respectent leurs obligations concernant les Objectifs de développement durable (SDG) et l'égalité entre les sexes a également été souligné.

L'ordre du jour du Comité comportait un débat sur les manières de renforcer le travail du Comité Afrique et de promouvoir le socialisme démocratique en Afrique. Le Comité a recommandé la création d'une université d'été pour éduquer les acteurs politiques et inculquer les valeurs essentielles de l'Internationale Socialiste, notamment à cette époque de radicalisation croissante et d'extrémisme religieux. Comme moyen d'influencer la prise de décisions au niveau régional, le Comité était également favorable à ce que l'IS recherche un statut au sein des organes régionaux tels que l'Union Africaine, et cherche à former un groupe socialiste au sein du corps législatif de l'Union Africaine, le Parlement panafricain. Le Comité a réaffirmé sa grande détermination à approfondir la coopération entre ses membres et à renforcer la solidarité et les objectifs partagés de notre Internationale, en opposant les tentatives pour l'affaiblir en créant d'autres alliances qui tournent le dos à la démocratie interne et à la nature inclusive de notre mouvement. La nécessité pour les parties de respecter leurs obligations financières a été soulignée en tant qu'impératif, car l'organisation en dépend. Le Secrétaire général de l'IS a été félicité pour ses efforts visant au bon fonctionnement de l'Internationale et de son Comité Afrique. Pour la prochaine réunion du Comité, qui doit se dérouler plus tard cette année, les participants ont choisi le Mozambique.

Pendant la troisième session, les participants ont partagé des informations sur la situation nationale dans leurs pays respectifs. Des développements positifs ont été notés au Niger et au Sénégal, mais on a reconnu que la démocratie était un processus évolutif et que la vigilance, le soutien et la solidarité de la communauté internationale étaient importants pour pouvoir réaliser de nouveaux progrès. Le déficit de démocratie et le manque de respect pour les droits et libertés fondamentaux dans plusieurs pays est une source de préoccupation constante et le Comité a répété sa solidarité avec les partis membres de l'IS dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Équatoriale, Gambie, Mauritanie et Swaziland. Des appels ont été lancés pour une résolution paisible de la transition en République Centrafricaine, pour une alternance démocratique réussie au Bénin, pour un encouragement des forces progressives au Burkina Faso, et pour une prolongation du dialogue débouchant sur une solution politique et mutuellement convenue à la situation au Sahara Occidental. On a salué S.E. le Président Mahamadou Issoufou pour les importants progrès réalisés au Niger sous sa direction et on a exprimé de chaleureuses félicitations à l'APC du Nigeria et au Président élu Muhammadu Buhari pour leur récent succès électoral, réitérant par la même occasion le soutien total aux efforts faits dans ce pays pour consolider la démocratie, vaincre et éliminer le terrorisme et apporter le progrès, la paix et la stabilité. Une Résolution sur les principales questions abordées a été émise par le Comité.

Les participants ont exprimé leur gratitude pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle des partis hôtes, le RPM et l'ADEMA-PASJ, ainsi que par le Président de la République du Mali, S.E. Ibrahim Boubacar Keita, dont l'engagement sans faille envers l'Internationale Socialiste et ses valeurs et principes a été souligné.

Liste des participants

Couverture de presse de la réunion

Déclaration du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, réuni à Bamako (Mali), les 10 et 11 avril 2015

- Au regard de la profondeur de la crise politico-sécuritaire et de ses manifestations multiformes et multidimensionnelles au Mali;

- Considérant le contexte général de crises de la région africaine en général et du Sahel en particulier;

- Analysant les différentes menaces à la paix et à la sécurité sur notre continent parmi lesquelles on peut citer la manipulation du phénomène d'extrémisme religieux, la migration, les trafics de tous genres, le terrorisme, les rébellions, les convoitises extérieures sur les ressources naturelles du Continent mais aussi et surtout les effets des changements climatiques sur nos économies essentiellement agro Sylvopastorales;

- Considérant les enjeux importants pour la paix et la sécurité mondiales et qui constituent l'Alpha et l'oméga de toutes les actions de l'I.S, à savoir:

- La sécurité des personnes et la paix sociale;
- L'enracinement de la démocratie et le respect des droits humains;
- La stabilité politique;
- Le développement durable et la gestion des ressources naturelles;
- La souveraineté des Etats;
- Leur intégrité territoriale;
- La paix et la sécurité internationale;

- Reconnaissant le rôle important joué au sein de l'I.S par le Mali et son Président, Son Excellence Ibrahim Boubacar KEITA, pour le triomphe des droits, des libertés et de la solidarité en Afrique et dans le monde;

- Rappelant la sagesse et le courage politique avec lesquels le processus de négociation d'Alger entre le Gouvernement du Mali et les mouvements armés du Nord a été conduit et mené à son terme;

- Se félicitant du caractère inclusif des pourparlers d'Alger et du paraphe du projet d'accord par le Gouvernement du Mali, la plate-forme et la médiation;

- Prenant acte de la mobilisation exceptionnelle de la Communauté internationale aux côtés du Mali pour l'aider à sortir de la crise;

- Insistant sur la nécessité et l'urgence pour les différentes parties prenantes de passer à la signature rapide de l'accord de paix et à sa mise en œuvre dans le strict respect des engagements pris par les parties;

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste

- Félicite et remercie Son Excellence Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali pour le rôle actif constant qu'il a toujours joué et qu'il continue de jouer au nom du Mali au sein de l'I.S pour le triomphe des idéaux de paix, de justice, de liberté et de solidarité;

- Remercie le Peuple et le Gouvernement du Mali pour l'accueil et l'hospitalité toute africaine réservés aux différentes délégations de l'IS;

- Exhorte la Coordination des Mouvements Armés à parapher le projet d'Accord de paix et de réconciliation d'Alger du 1er mars 2015;

- Salue le bon déroulement du processus de négociation et invite le Gouvernement et les groupes armés à passer à la signature rapide de l'accord de paix et de réconciliation nationale et à sa mise en œuvre conformément aux engagements pris par les parties;

- Réaffirme son engagement, son soutien et son accompagnement au Mali pour une sortie de crise rapide et définitive;

- Remercie vivement la médiation et l'ensemble de la Communauté Internationale pour leur contribution inestimable au règlement de la crise du Nord du Mali et les invite à persuader la CMA à parapher et à signer d'une part et à persévérer pour une mise en œuvre effective de l'Accord de paix d'autre part;

- Invite la communauté internationale à prendre des sanctions appropriées contre toute partie qui s'opposerait à la signature et à la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger du 1er mars 2015.

Réunion du Comité Afrique de l'IS
Bamako, Mali, 10-11 avril 2015

RÉSOLUTION

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, accueilli par ses deux partis membres au Mali, le Rassemblement pour le Mali, RPM et l'Alliance pour la Démocratie, ADEMA-PASJ, s'est réuni à Bamako les 10-11 avril 2015, pour aborder les thèmes principaux de notre Internationale, qui sont cruciaux à l'heure actuelle pour les pays de la région. Il s'agit de la sécurité, de la démocratie et du développement.

En ce qui concerne la sécurité sur le continent, le Comité a accepté d'adopter une déclaration spéciale sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali, qui présente les principales problématiques en jeu et les points de vue des membres du Comité.

Sachant que la région est actuellement confrontée à un défi important et à des menaces pour la paix et la stabilité émanant du trafic d'armes et de drogue, du radicalisme religieux, des insurrections et des activités terroristes, entre autres, le Comité se félicite de l'Accord d'Alger portant sur le Mali et encourage toutes les parties concernées à progresser vers sa signature afin de faire efficacement évoluer les efforts pour la paix et la sécurité dans toute la région du Sahel.

Le Comité demande notamment à tous les pays de la région d'incorporer l'objectif de la sécurité en tant que partie intégrante des politiques de bonne gouvernance et favorable au développement durable. Il demande également la mise en route de programmes transfrontaliers de prévention de la criminalité basés sur une collaboration poussée entre les différents acteurs du secteur de la sécurité, le développement d'un réseau d'information pour lutter contre les différents types de menaces et une réforme du secteur de la justice pour mieux protéger les citoyens, lutter contre l'impunité et garantir l'intégrité de tous ceux qui sont responsables de l'administration de la justice.

Au niveau régional, le Comité demande l'élaboration et l'adoption d'une stratégie de sécurité commune par le biais d'une convention pour la sécurité en Afrique, et le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité, ainsi que la création d'un Fonds africain pour la sécurité.

Le Comité réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix et de la réconciliation telles que définies dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations-Unies du 31 octobre 2000. Il demande également aux partis membres de l'IS en Afrique de progresser dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action national se trouvant dans la Résolution 1325.

En ce qui concerne la démocratie, des garanties efficaces des droits et libertés de tous les citoyens ne sont réalisables que par le biais d'élections libres, justes et régulières par bulletin secret, comme l'affirme l'Article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans ce sens, le Comité demande le renforcement de la démocratie par le biais de la transparence dans la gestion des affaires publiques, du respect du principe de la séparation des pouvoirs de l'État - exécutif, législatif et judiciaire - de la garantie de la liberté de la presse et de l'élargissement de la décentralisation grâce à la régionalisation afin d'obtenir un développement équilibré.

Les efforts pour responsabiliser les citoyens par la démocratie, vaincre le terrorisme et résoudre les conflits nous permettront de diriger notre énergie et nos efforts pour lutter contre la pauvreté. L'éducation pour tous, y compris les femmes et les filles, est importante pour une démocratie stable et pour surmonter le fléau de la faim et du besoin. Une bonne gouvernance en Afrique est synonyme de croissance économique et d'emploi afin de

vaincre la pauvreté et le chômage. En éliminant la peur et les obstacles à l'inclusion dans les sociétés africaines, on autonomisera les hommes, les femmes et les jeunes pour qu'ils puissent améliorer leur vie, ouvrir de nouvelles opportunités, renforcer les systèmes de santé, d'éducation, de protection sociale, et de construire une société plus solidaire.

Considérant le déficit actuel de démocratie dans plusieurs pays de la région, le Comité souligne le besoin pressant de garantir des élections libres, justes et transparentes accompagnées par le respect total des droits et libertés, et exprime son entière solidarité et son soutien aux partis membres de l'IS dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Équatoriale, Gambie, Mauritanie et Swaziland.

En ce qui concerne la République centrafricaine, le Comité demande une fin paisible de la transition et exprime sa solidarité aux citoyens de ce pays qui, depuis 2012, sont confrontés à une situation chaotique et incertaine qui menace de déstabiliser encore plus le pays. Le Comité exprime son soutien total à notre camarade Martin Ziguélé dans sa candidature à la présidence.

Le Comité soutient et encourage les citoyens du Burkina Faso et leur gouvernement de transition et demande à la communauté internationale de suivre de près ce processus et d'apporter tout le soutien nécessaire. Nous exprimons notre encouragement aux forces progressistes de ce pays, y compris le MPP, qui participent aux élections présidentielles d'octobre 2015.

Au Bénin, nous réaffirmons la nécessité d'assurer une alternance du pouvoir découlant d'élections démocratiques libres et justes, et le Comité exprime ses meilleurs vœux de réussite à notre camarade Emmanuel Golou aux élections présidentielles l'an prochain.

Le Comité Afrique de l'IS salue S.E. le Président Mahamadou Issoufou pour les progrès accomplis au Niger pendant son premier mandat de chef de l'État et exprime tout son soutien et sa solidarité avec lui et le PNDS.

Le Comité félicite chaleureusement l'APC du Nigeria et le Président élu Muhammadu Buhari pour leur succès électoral et exprime sa satisfaction devant l'exemplaire opportunité fournie pour une transition paisible du pouvoir entre civils. Nous nous tenons prêts à soutenir tous les efforts au Nigeria pour consolider la démocratie, obtenir une bonne et efficace gouvernance et vaincre et éliminer le terrorisme.

En ce qui concerne le Sahara Occidental, le Comité demande la poursuite du dialogue débouchant sur la réussite d'une solution politique, paisible et mutuellement partagée par toutes les parties, en conformité avec processus en cours sous les auspices de l'ONU.

En vue de dynamiser le socialisme démocratique en Afrique, le Comité recommande la création d'une université d'été pour éduquer les acteurs politiques et inculquer les valeurs essentielles de l'IS, notamment à cette époque de développement de la radicalisation et de l'extrémisme religieux. Le Comité accepte de demander que l'Internationale Socialiste recherche un statut au sein des organes régionaux en Afrique, tels que l'Union Africaine, en vue d'approfondir la coopération, qui devrait être élargie au niveau parlementaire en vue de former un groupe socialiste au sein du Parlement panafricain.

Le Comité demande à tous ses membres de respecter les règles et statuts de l'Internationale Socialiste, notamment en ce qui concerne le paiement de leurs frais d'adhésion, qui sont indispensables au fonctionnement de l'organisation. Le Comité exprime sa reconnaissance au Secrétaire général de l'IS pour ses efforts visant au bon fonctionnement de l'Internationale et de son Comité Afrique.

Les membres du Comité réaffirment leur détermination à approfondir leur coopération et à renforcer les objectifs partagés de notre Internationale, en s'opposant aux tentatives pour l'affaiblir par d'autres alliances qui tournent le dos à la démocratie interne et à la nature inclusive de notre mouvement.

Le Comité Afrique remercie chaleureusement le RPM et l'ADEMA-PASJ pour leur hospitalité fraternelle dans l'organisation de cette réunion et exprime sa sincère reconnaissance à S.E. le Président Ibrahim Boubacar Keita pour ses efforts afin d'appliquer au Mali les principes et valeurs que nous partageons et pour son dévouement indéfectible envers notre Internationale.



| GAMBIE

L'Internationale Socialiste demande le respect de l'opposition en Gambie

17 AVRIL 2015

L'Internationale Socialiste exprime sa profonde inquiétude et proteste vigoureusement devant les actions du gouvernement de Gambie visant à restreindre l'activité publique et le rayonnement du dirigeant de l'opposition, Ousaninu Darboe, et des membres du Parti démocratique unifié, UDP, le plus grand parti d'opposition de Gambie.

L'UDP a entamé un circuit national du 16 au 26 avril. L'IS a été informée que les forces de sécurité en Gambie n'ont pas accordé à l'UDP l'autorisation nécessaire pour utiliser un système de sonorisation et ont par ailleurs dressé des barrages routiers pour limiter sa liberté de mouvement, et sont même allés jusqu'à interdire l'accès aux lieux de réunion.

L'Internationale Socialiste demande aux autorités gambiennes de respecter les droits démocratiques de ses citoyens, y compris le droit de réunion et de liberté d'expression, et d'assurer l'intégrité physique de tous ceux qui se réunissent légalement et paisiblement.

L'Internationale Socialiste restera vigilante quant aux développements en Gambie et réaffirme sa solidarité avec l'UDP, parti membre de l'Internationale Socialiste.



| MIGRATIONS

Il faut mettre un terme à la tragédie persistante en Méditerranée

22 AVRIL 2015

Le nombre énorme de migrants et de réfugiés qui continuent à périr en Méditerranée est choquant et souligne les conséquences meurtrières de l'absence d'action appropriée de la part de ceux qui ont la capacité et l'obligation de réagir, non seulement au sein des institutions mais aussi pour des impératifs humanitaires.

Dans la seule semaine dernière, plus de mille personnes - des hommes, des femmes et des enfants vulnérables fuyant la guerre, le terrorisme et la pauvreté, victimes de trafiquants sans scrupules, ont péri, noyées en Méditerranée. Cette mer, au lieu de rassembler les peuples et les cultures, devient aujourd'hui un tombeau et une barrière entre les rêves et l'indifférence.

L'Europe doit agir, ne serait-ce que pour se sauver elle-même, car le progrès, le bien-être économique ou l'abondance sont inconcevables s'ils coexistent avec le besoin, la peur ou la mort.

Notre Internationale, bâtie sur des valeurs de justice et de solidarité, et qui a toujours œuvré pour un monde dans lequel l'existence de chaque être humain est importante et où chacun est au centre des priorités du gouvernement et de la politique, lance un appel à toutes les personnes responsables en Europe pour qu'elles agissent immédiatement et efficacement en vue d'arrêter cette hémorragie en Méditerranée. Notre mouvement fera tout son possible pour contribuer à cette fin.



| NEPAL

Appel à contribuer aux secours du tremblement de terre

27 AVRIL 2015

Le Népal a été frappé par un séisme dévastateur le samedi 25 avril 2015 à 11h56. L'épicentre du séisme (7,6 sur l'échelle de Richter) se trouvait dans la région de Gorkha – au nord-ouest de la vallée de Katmandou. Ce séisme a eu un impact dévastateur sur les vies humaines et les biens au Népal.

On prévoit que le bilan humain atteindra plusieurs milliers de victimes. Il est encore trop tôt pour donner un chiffre exact (on sait déjà qu'il y a plus de 2 000 morts) vu la difficulté d'accès aux zones montagneuses où des villages entiers ont été totalement détruits. Les zones les plus peuplées des grandes villes de Katmandou, Bhaktapur et Lalitpur ont également souffert de lourdes pertes en biens et en vies.

Ci-joint se trouve une lettre d'appel de Sher Bahadur Deuba, président du Comité Asie-Pacifique de l'IS, et vice-président de l'Internationale Socialiste.

Sr. Luis Ayala
Secrétaire Général
Internationale Socialiste
Londres

27 avril 2015

Cher camarade,

Le Népal a été frappé par un séisme dévastateur le samedi 25 avril 2015 à 11h56. L'épicentre du séisme (7,6 sur l'échelle de Richter) se trouvait dans la région de Gorkha – au nord-ouest de la vallée de Katmandou. Ce séisme a eu un impact dévastateur sur les vies humaines et les biens au Népal. On prévoit que le bilan humain atteindra plusieurs milliers de victimes. Il est encore trop tôt pour donner un chiffre exact (on sait déjà qu'il y a plus de 2 000 morts) vu la difficulté d'accès aux zones montagneuses où des villages entiers ont été totalement détruits. Les zones les plus peuplées des grandes villes de Katmandou, Bhaktapur et Lalitpur ont également souffert de lourdes pertes en biens et en vies. Plusieurs sites inscrits au Patrimoine de l'humanité ont été détruits. Un second séisme important (6,8 sur l'échelle de Richter) a frappé la région orientale limitrophe de la vallée de Katmandou le dimanche 26 avril vers 13h dans la région de Sindupalchowk. La dévastation provoquée par ce second séisme a sans doute aussi annihilé de nombreux peuplements. Les dégâts au niveau des vies humaines et des biens sont d'une ampleur apocalyptique, surtout pour un pays encore en transition après dix ans de conflit.

J'aimerais faire appel à vos bons offices pour demander aux dirigeants et aux gouvernements nationaux de la grande famille socialiste d'aider le Népal dans son heure de grand besoin. Outre les opérations immédiates de secours et de sauvetage, nous aurons aussi besoin de soutien et de collaboration pour réhabiliter notre nation et son peuple dans l'avenir.

En vous remerciant pour votre soutien.

Cordialement,



Sher Bahadur Deuba
Président, Comité Asie-Pacifique de l'IS
Vice-président de l'Internationale Socialiste



| SAHARA OCCIDENTAL

Mission de l'Internationale socialiste à la recherche d'une solution politique

30 AVRIL 2015

Une mission de l'Internationale socialiste tiendra une série de réunions les 4 et 5 mai à Rabat, les 6 et 7 mai à Laâyoune et les 8 et 9 mai à Tindouf, dans le but de promouvoir une solution politique à la situation au Sahara occidental.

Cette mission, convenu par le Comité de l'Internationale qui regroupe les partis de la région méditerranéenne présidé par Carme Chacón du PSOE, Espagne, et ratifiée par le Conseil mondial de l'Internationale socialiste, tiendra discussions avec ses partis membres, d'autres acteurs politiques, les autorités et les organisations de la société civile pour apprendre sur le terrain quelle est la situation à l'heure actuelle, aider les parties à progresser dans la recherche de solutions mutuellement acceptables et encourager le processus de négociation qui se déroule sous les auspices des Nations-Unies.

La Mission inclura Juan Antonio Yáñez du PSOE, ancien secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères espagnol, qui dirigera la délégation; Mustapha Ben Jaafar, Secrétaire Général d'ETTAKATOL – Forum démocratique pour le travail et les libertés, Tunisie, et Président honoraire de l'Internationale socialiste; Adelia de Carvalho, Députée et membre du Comité central du MPLA d'Angola, et Claudio Herrera, Professeur en droit à l'Université du Chili et membre du secrétariat de l'Internationale socialiste.



| TURQUIE

Second anniversaire des manifestations du parc Gezi

30 MAI 2015

Comme nous en témoignons il y a deux ans, les manifestations du parc Gezi ont marqué un tournant dans la politique turque, en démontrant que les populations et la société civile détenaient le pouvoir de renverser des décisions, si elles sont contraires à la volonté et aux aspirations de nos concitoyens. Elles ont aussi montré que la mobilisation de la population d'une ville, au service d'une juste cause, était liée à la lutte pour la démocratie et la liberté à travers toute la société.

Pour ce second anniversaire des manifestations du parc Gezi, nous commémorens tous les protagonistes d'un développement social et politique qui a laissé, en Turquie et dans le monde entier, un exemple durable de citoyens venant de tous horizons qui se sont rassemblés pour transformer non seulement l'avenir d'un parc, mais aussi les priorités de toute une nation. Nous nous souvenons aussi des victimes de cette lutte, à savoir les manifestants qui se sont heurtés à des actes de violence criminelle.

La voix qui a retenti dans le parc Gezi pour revendiquer la démocratie et le respect des droits et des libertés était assez forte pour porter un message d'encouragement aux autres personnes engagées ailleurs dans la même lutte, en Turquie et dans le monde. Nous sommes solidaires, pour ce deuxième anniversaire, de tous nos amis turcs qui continuent à défendre le parc et un avenir démocratique pour tout le peuple de Turquie.

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (24)

IMAGES



MIGRATIONS

Réunion extraordinaire du Comité de l'Internationale Socialiste sur les Migrations

01 JUIN 2015



Latifa Perry

Une réunion extraordinaire du Comité de l'IS pour les Migrations a eu lieu le lundi 1 juin, à Rabat, focalisée sur une réponse sociale-démocrate à la crise des migrations qui se déroule dans différents pays. La réunion était organisée au Parlement marocain par l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP).

Le comité, présidé par Habib el Malki (USFP), a concentré ses discussions sur trois thèmes: a) Les demandeurs d'asile et les migrants qui fuient les conflits civils et les violences: l'obligation de la communauté internationale de les sauvegarder et de les protéger; b) La responsabilité morale et humanitaire qui nous incombe de réagir face au sort des migrants qui fuient la pauvreté et la famine; et c) L'élaboration d'une réponse à la crise actuelle basée sur nos valeurs et nos principes.

Driss Lachgar, premier secrétaire de l'USFP, a prononcé une allocution dans la séance d'ouverture. Il a souligné la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une feuille de route pour mettre au point une nouvelle approche exhaustive face au phénomène actuel des migrations, qui, loin d'être uniquement dû à des facteurs économiques, est également une conséquence de l'idéologie de la guerre froide dont nous avons hérité, alimentant le sentiment d'instabilité et d'insécurité; il existe d'autre part une corrélation avec les marchands d'armes et ceux qui financent le terrorisme. Il a souligné la diversité propre au Maroc, avec son héritage maure et juif qui résulte de l'immigration au 16^e siècle, et regretté le manque de stratégie à moyen ou à long terme du gouvernement actuel du Maroc en vue de traiter de manière efficace ce problème.

Le comité a ensuite écouté la contribution de Driss El Yazami, président du Conseil national pour les droits de l'homme au Maroc, qui a exposé les mutations intervenues ces dernières décennies en matière de migrations. Soulignant la nature diversifiée des migrants actuels, au nombre desquels figurent des diplômés universitaires, et le nombre élevé de femmes et d'enfants qu'on y dénombre aujourd'hui, il a indiqué que tous les pays du monde sont maintenant touchés et tous sont des pays de départ. Il a par ailleurs souligné la nécessité de débattre le fait que la question des migrations est utilisée comme instrument de campagnes politiques, ainsi que des sujets clés de gouvernance internationale et de montée de la xénophobie.

Pour conclure la séance d'ouverture, le Secrétaire général de l'IS a rappelé que l'histoire avait montré que les migrations sont une source de richesse, à la fois économique et culturelle, et que, dans la crise actuelle, les droits fondamentaux de nombreuses personnes sont bafoués et beaucoup trop d'États ne les respectent pas. Le niveau actuel d'injustice est immense si l'on considère les millions de personnes déplacées par les guerres, les conflits civils, la famine et les difficultés économiques. Il a souligné en particulier la nécessité, face à cette crise, d'agir en phase avec les valeurs qui unissent notre mouvement et incarnent notre identité, et d'œuvrer pour parvenir à

des solutions politiques et humaines au lieu de recourir à l'usage de la force.

En décrivant les tâches qui nous attendent, le président du comité a insisté sur la nécessité urgente de concevoir un plan d'action; de parvenir ensemble à un diagnostic de la situation dans différentes parties du monde afin d'identifier les causes réelles des circonstances présentes et de remonter à la source plutôt que de s'attaquer aux conséquences; de traiter le phénomène des migrations comme symptomatique du chaos et de la destruction des institutions auxquels on assiste dans de nombreux pays; de chercher des solutions autres que des solutions militaires répressives; et de porter un regard neuf sur le concept de sécurité, en plaçant l'être humain au centre des préoccupations.

Comme invité spécial, Tun Khin, un activiste rohingya de renommée internationale, a fait une présentation sur l'histoire et le sort de ce groupe ethnique de Birmanie, les Rohingyas, qui ont été dépossédés de leur nationalité. Sur une population de 3,5 millions, plus de 1,5 million ont été forcés de fuir leur patrie en Birmanie en raison des persécutions et des violences qu'ils subissent. À l'heure actuelle, 8 000 Rohingyas sont amassés sur des bateaux qui dérivent en mer, les pays voisins refusant de les accueillir. Il a souligné à qu'il était important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de son peuple.

Lors des discussions, il a été rappelé que, même si l'accent est mis actuellement sur le sort des migrants en mer, les migrations se font aussi en traversant le désert et que de nombreuses personnes meurent ainsi en Afrique. En insistant sur les bénéfices de la migration, on a souligné que ce n'était pas la migration en soi qui était problématique, ce sont les migrations illégales auxquelles il faut s'attaquer. On a également jugé qu'il était nécessaire de forger un lien entre migration et développement et d'adopter des programmes de transfert de technologies afin de stimuler le développement, quand il le faut. Alors qu'on s'attendait à ce que la globalisation et la révolution informatique apportent le progrès, elles ont dans certains cas apporté la terreur, la guerre, l'arrivée des tanks et fait encore plus de victimes. La communauté internationale doit renouveler ses efforts politiques en vue de la libération des peuples opprimés. En ce qui concerne l'Europe, la nécessité de partager le fardeau ainsi que le besoin d'action urgente pour sauver des vies ont été soulignés.

Il importe de formuler une approche qui soit basée sur le genre, vu le nombre élevé de femmes qu'on dénombre parmi les migrants et leur vulnérabilité spécifique face aux abus.

Pour conclure ses discussions, le comité a adopté une [Déclaration](#) et convenu de poursuivre le travail engagé lors de réunions précédentes, à savoir la rédaction d'une Charte des droits des migrants, dans l'objectif de la présenter pour qu'elle soit adoptée lors du prochain Conseil de l'Internationale socialiste qui doit avoir lieu au siège des Nations unies à New York, les 6 et 7 juillet. La Charte vise à fournir aux partis membres de l'IS un code de conduite pour l'action politique.

DÉCLARATION

Original: Espagnol

1. La migration est un phénomène global qui touche tous les pays et tous les continents.
2. Les migrants sont avant tout des êtres humains et, à ce titre, ils jouissent de droits.
3. Les situations de crise et les conflits graves qui se manifestent dans diverses régions du globe se traduisent par des pertes tragiques et irréversibles d'innocents parmi les victimes de situations dont elles ne sont pas responsables. Vu la recrudescence de ces tragédies, le Comité pour les migrations a décidé de se réunir de toute urgence pour discuter de la situation et demander des mesures immédiates.
4. L'Internationale socialiste espère trouver des solutions exhaustives, durables et équitables, susceptibles de s'attaquer aux causes profondes de la migration forcée.
5. L'Internationale socialiste est bien consciente de l'obligation morale d'agir de façon urgente pour mettre fin à ce bain de sang, qui remet en question les principes fondamentaux de l'ordre social.
6. Le Comité pour les migrations de l'Internationale socialiste exhorte tous ses partis membres à rester fidèles à leurs principes et à agir de manière décisive dans des circonstances où la neutralité et l'indifférence ne sont pas une option.
7. Nous devons rejeter les solutions aux crises humanitaires qui seraient fondées sur la logique ou sur la force, ou s'appuieraient exclusivement sur le maintien de l'ordre. Nous rejetons également la criminalisation des migrants. Dans leur situation précaire, ils ne peuvent, quelles que soient les circonstances, être considérés comme étant responsables de leur situation.
8. Nous, socialistes, devons être guidés par les principes et les valeurs que nous avons partagés en tant que socialistes, à savoir le respect de la dignité de toutes les personnes, l'égalité en termes de droits et d'opportunités et la quête de la justice dans toutes les actions : il n'existe pas d'objectif politique plus important, plus urgent que la sauvegarde de ces principes.
9. Nous incitons vivement les gouvernements socialistes et les représentants des partis à tous les niveaux à proposer immédiatement des initiatives efficaces et à s'engager à agir de toutes leurs forces et en s'appuyant sur toutes leurs ressources pour endiguer les pertes de vies humaines résultant des migrations illégales.
10. Il convient de chercher à obtenir l'accord et l'engagement des divers États, à la fois au niveau des institutions régionales et dans le contexte des Nations Unies ; cependant, la responsabilité individuelle des États ne peut

- pas attendre, ni dépendre de l'existence de ces accords ou engagements à l'échelon supranational.
11. Les États sont dans l'obligation de respecter le droit international, en vertu des traités et conventions dont ils sont parties, mais ils ont aussi le devoir moral d'agir sans tarder pour sauver des vies humaines qui dépendent d'actions et de décisions qui sont en leur pouvoir.
 12. L'Internationale socialiste tient à souligner le cas des victimes de situations rentrant dans le cadre de la Convention de 1951 et exhorte tous les pays signataires à respecter scrupuleusement les dispositions de cette dernière.
 13. Le cas des Rohingyas en Birmanie exige que la communauté internationale dans son ensemble et les pays avoisinants en particulier prennent leurs responsabilités et protègent ces peuples persécutés dans leur lieu d'origine, qui ne bénéficient d'aucune protection internationale permettant de mettre fin à l'oppression qu'ils subissent, ni même du moindre geste de solidarité qui puisse leur offrir un refuge. L'Internationale socialiste exhorte les autorités birmanes à cesser les persécutions en tout genre que subissent les Rohingyas, à reconnaître leur nationalité et les droits qui sont les leurs.
 14. Les populations des pays d'Afrique subsaharienne sont affectées par des conflits armés, sociaux et d'égalité des sexes, et par une extrême pauvreté. L'émigration est le seul recours qu'elles ont pour y échapper. Bien que les feux des médias soient tournés vers les migrants traversant la Méditerranée, la nouvelle carte géopolitique des flux migratoires montre que, dans leur majorité, ces migrants se rendent dans d'autres pays d'Afrique. L'Internationale socialiste exhorte les partis socialistes de cette région à renforcer leur politique de protection des migrants afin de garantir leur sécurité et le respect de leurs droits.
 15. Le Maroc est l'un des pays de transit qui est devenu un pays de destination pour beaucoup, et les autorités ont cherché à mettre en place une politique d'acceptation et d'intégration.
 16. Trop souvent, les migrants visant l'Europe comme destination finale, sont victimes d'abus des réseaux de trafiquants cupides et impitoyables qui les mettent dans des situations où ils risquent leur vie. L'Internationale socialiste appelle de toute urgence tous les responsables politiques à lutter contre ces organisations criminelles, mais aussi à utiliser tous les moyens en leur possession pour prévenir d'autres pertes de vies humaines. Il importe également de s'attaquer en priorité aux différentes causes, de réfléchir aux perspectives et aux solutions dans le cadre d'un dialogue franc auquel participeront les leaders politiques d'Europe et d'Afrique, afin de trouver des solutions globales, équitables et pérennes aux crises qui provoquent des migrations forcées.
 17. Outre les actions mises en œuvre directement par les États, des organisations comme l'UNHCR qui sont vouées à la prise en charge de millions de réfugiés et victimes de conflits, ont besoin de toute urgence de ressources financières plus importantes pour répondre à des besoins croissants. Nous appelons donc tous les États à contribuer ensemble à la prise en charge de ces coûts inévitables.
 18. Lors de sa prochaine réunion, qui aura lieu les 6 et 7 juillet, au siège des Nations Unies à New York, l'Internationale socialiste réfléchira à l'adoption d'un engagement international à l'échelle mondiale, y compris l'adoption d'une Charte des droits des migrants, qui deviendra un code de conduite obligatoire pour l'action politique de ses partis membres.

[Déclaration \(PDF\)](#)

[Couverture de presse de la réunion](#)



| TURQUIE

L'IS félicite ses partis membres en Turquie

08 JUIN 2015

Alors que les derniers bulletins de vote sont comptés dans les élections législatives turques, l'Internationale socialiste félicite chaleureusement ses partis membres, le CHP et le HDP, pour leurs résultats au terme d'une campagne électorale difficile marquée par des attaques contre les partis de l'opposition au cours desquelles deux personnes ont trouvé la mort et plus de 100 ont été blessées le 5 juin lors d'une double explosion avant le rallye du HDP à Diyarbakir, alors qu'un candidat parlementaire du CHP a été blessé au cours d'une attaque armée dans la province d'Adana, dans le sud du pays.

L'Internationale socialiste est particulièrement heureuse de constater que le HDP a dépassé le seuil excessivement élevé et non démocratique de 10 % pour entrer au parlement, recueillant plus de 12 % des suffrages, alors que le CHP a conservé sa position avec 25 % du vote national. Nous remarquons avec tout autant de satisfaction le nombre record de femmes élues au parlement.

Le résultat de ces élections démontre clairement que les citoyens turcs soutiennent une démocratie parlementaire multipartite. Alors que la Turquie entame une période de négociations à la recherche d'une coalition gouvernementale viable, et avec la possibilité de nouvelles élections en perspective, l'Internationale socialiste exprime sa solidarité avec ses partis membres et avec toutes les personnes en Turquie qui recherchent des solutions social démocrates, la justice sociale, l'égalité des chances et le plein respect des libertés et droits de tous les citoyens.

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (22)

IMAGES



LA CEI, LE CAUCASE ET LA MER NOIRE



Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire à Erevan

08-09 JUIN 2015



Le comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire s'est réuni à Erevan, en Arménie, les 8 et 9 juin 2015, accueilli par le parti membre de l'IS dans ce pays, le FRA-Parti Socialiste. La réunion, qui était ouverte par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, était présidée par Armen Rustamyan (Arménie, FRA, co-président du comité), Alexandra Dobolyi (Hongrie, MSzP, co-présidente du comité) et Oleg Tulea (Moldavie, PDM, vice-président du comité). Les participants venus des différents pays de la région ont abordé les trois thèmes à l'ordre du jour, qui sont les priorités de la région : renforcement et élargissement de la démocratie ; obtention de la paix et résolution des conflits ; progression du programme social-démocrate.

La réunion était marquée par la présence d'une délégation du SDPA, le parti membre de l'IS en Azerbaïdjan, dont la pleine participation à la réunion et aux débats symbolisait l'esprit de coopération et de dialogue qui caractérise le mouvement social-démocrate mondial. En dépit des tensions permanentes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les représentants de la FRA et du SDPA ont participé à des échanges fructueux au cours des deux journées. À la fin de la réunion, les membres du comité ont adopté une [déclaration](#) qui couvrait les principaux points de consensus.

Lors de l'ouverture de la réunion, toutes les personnes présentes ont observé une minute de silence en mémoire de Vahan Hovanesian, ancien dirigeant de la FRA et co-président du comité, décédé en décembre 2014.

Dans le cadre du thème de la résolution des conflits, le comité a réitéré la conviction fondamentale de l'Internationale comme quoi la paix est nécessaire pour le développement et la prospérité. La déclaration reflétait la position établie de l'Internationale sur la nécessité du dialogue comme moyen de mettre un terme aux conflits non résolus. Le comité a également demandé un cessez-le-feu et le respect du droit international dans l'est de l'Ukraine, et le respect des dispositions de l'accord de Minsk II.

Les conflits sont également liés à la démocratie, car l'établissement d'une véritable démocratie peut contribuer à éliminer le déficit en droits et libertés qui est l'une des causes des conflits. Des échanges approfondis ont eu lieu à propos du renforcement et de l'élargissement de la démocratie, reconnaissant l'absence d'une démocratie efficace dans les pays représentés à la réunion. Les participants ont réfléchi à la nécessité de la libre expression de la volonté politique et ont discuté des possibilités pour une meilleure coopération entre les partis de l'Internationale socialiste dans la CEI, le Caucase et la mer Noire pour faire progresser les buts partagés.

La démocratie ne concerne pas seulement les élections. Elle se reflète aussi dans les opportunités dont disposent les partis de l'opposition pendant les périodes entre les élections. Dans une démocratie fonctionnelle, l'opposition joue un rôle important de contrepoids au gouvernement et permet de s'assurer qu'il ne gouverne

pas sans surveillance. L'opposition sévèrement diminuée et réprimée dans de nombreux pays de la région ne peut ni demander de comptes au gouvernement ni se préparer à de futures élections.

Les participants ont également convenu d'accorder une grande importance à l'ordre du jour social démocrate comme moyen de mieux communiquer le message de la social démocratie. Il fut convenu que la social démocratie était grandement nécessaire dans la région afin de présenter une alternative viable au nationalisme et au néo-libéralisme. L'idéologie social démocrate, qui se focalise sur les besoins de tous plutôt que sur ceux de quelques privilégiés, devrait parler aux citoyens privés de leurs droits par des régimes autoritaires et anti-démocratiques.

Un domaine spécifique dans lequel les membres de l'IS prennent les devants concerne la lutte contre la corruption. La corruption doit être éliminée avec l'aide d'institutions renforcées, d'un pouvoir judiciaire fort et indépendant et d'une structure claire et transparente pour les poursuites et l'éradication des abus financiers.

Les rapports sur les situations nationales dans les pays présents ont été présentés dans le contexte des thèmes de la réunion. Les participants ont pu entendre que de nouvelles élections présidentielles allaient se dérouler fin 2015 au Belarus malgré la poursuite de l'incarcération du candidat présidentiel Mykalau Statkevich depuis les précédentes élections. Un message de Statkevich a été lu, dans lequel il remerciait l'IS pour son soutien et réaffirmait son engagement envers la liberté, la justice et la solidarité.

La démocratie est également absente au Tadjikistan, où l'élite dirigeante possède un pouvoir et des ressources grandement supérieurs et ne respecte pas les droits fondamentaux. Une augmentation des tensions ethniques et religieuses a également contribué à la précarité de la situation. L'opposition s'est vue refuser son droit démocratique au Kazakhstan, où le parti membre de l'IS, l'OSDP, se préparait aux prochaines élections parlementaires et tentait de présenter une alternative à la domination du parti au pouvoir. L'Azerbaïdjan a également signalé des problèmes au niveau des élections et de l'administration publique.

En Arménie, le FRA-Parti socialiste faisait des efforts pour améliorer le système de gouvernance, en vue d'introduire un développement plus efficace et de renforcer le pluralisme démocratique. Il s'agit d'un grand défi vu le manque d'influence de l'opposition et le vide entre les élections. Des progrès ont été accomplis sur le plan de la démocratie en Géorgie aux élections de 2012, mais la coalition gouvernante n'a pas encore réussi à surmonter les obstacles économiques du pays et la tâche des social démocrates est d'obtenir l'engagement des étudiants, des syndicats et des ouvriers pour changer le consensus néolibéral. Le parti membre de l'IS en Moldavie a rencontré des difficultés d'une nature différente, car dans ce pays le retard mis à former une coalition, ainsi qu'un scandale bancaire, ont créé une situation instable.

Le comité a été informé des derniers développements en Ukraine et écouté les appels du représentant de ce pays pour le retrait des forces et le respect de l'intégrité des frontières de l'Ukraine. La démocratie en Ukraine connaît aussi de graves difficultés, car les autorités tentent de ne pas laisser d'espace permettant aux nouveaux partis politiques de fonctionner. La délégation russe a demandé une focalisation sur le programme social démocrate dans la région afin de contrer les pouvoirs néolibéraux et néonationalistes qui transforment la région post-soviétique en un champ de bataille.

DÉCLARATION

Original : anglais

Le comité de l'Internationale socialiste pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, réuni à Erevan les 8 et 9 juin 2015, a discuté des priorités régionales du renforcement et de l'élargissement de la démocratie, de l'obtention de la paix et la résolution des conflits et de la progression du programme social démocrate.

Renforcer la démocratie

Dans de nombreux pays de la région, le processus démocratique et ses institutions doivent être renforcés, et les partis social démocrates peuvent être en première ligne de ces efforts.

Le comité condamne les pratiques antidémocratiques répandues dans les pays de la région, où l'absence d'élections libres et justes ne donne aucune possibilité de changement démocratique du gouvernement. Les parties de l'opposition se voient trop fréquemment refuser la parole, car l'élite gouvernante peut supprimer l'opposition en manipulant leur accès au pouvoir. La libre expression de la volonté politique et sa transposition en représentation parlementaire est la base de toute véritable démocratie et du développement des démocraties multipartites sont cruciales.

Le comité soutient la proposition de son parti membre pour la transition à un système électoral totalement proportionnel en Arménie, accompagné par l'adoption de changements constitutionnels visant à adopter une forme de gouvernement parlementaire. Le pays a également besoin de mesures juridiques pour renforcer l'opposition dans son rôle de contrôle et de contrepois des autorités, et de pleine indépendance du pouvoir judiciaire.

Le comité a noté que des élections présidentielles seront à nouveau organisées au Belarus, en dépit des nombreux problèmes non résolus découlant des précédentes élections en 2010. L'incarcération arbitraire des opposants politiques est inacceptable et nous réitérons le soutien de l'IS à Mykalau Statkevich, qui reste en prison malgré les appels répétés de l'IS et d'autres acteurs internationaux pour sa libération.

Le comité exprime sa solidarité avec le parti membre de l'IS au Kazakhstan, l'OSDP, qui construit une large coalition avec l'Assemblée civique nationale pour se préparer aux prochaines élections parlementaires. Il soutient tous les efforts du parti pour fournir une véritable alternative à l'autoritarisme, prenant la forme d'un État démocratique et socialement responsable.

Le comité se félicite des profonds changements démocratiques dans les sphères de la liberté d'expression, des médias et du pluralisme politique qui se sont déroulés en Géorgie depuis 2012. Nous continuons à encourager la coalition gouvernante à donner la priorité aux politiques orientées sur le développement, pour permettre à la Géorgie d'obtenir une économie plus inclusive et juste et pour lutter contre la pauvreté et les inégalités extrêmes.

Le comité considère que l'établissement d'une véritable démocratie peut aussi contribuer à faire avancer la cause de la résolution des conflits en éliminant le déficit en droits et libertés qui est une cause de conflit.

Résolution des conflits

Le comité reconnaît que les conflits non résolus de la région sont une question urgente à résoudre et souligne que la nécessité de la paix et de la protection de la vie est une priorité absolue. La paix passe avant tout, car sans elle il ne peut y avoir ni prospérité ni développement. Le conflit introduit aussi des défis supplémentaires pour la démocratie quand il est utilisé comme prétexte pour restreindre l'opposition et consolider le pouvoir.

Le travail du comité souligne l'importance fondamentale du dialogue pour le processus de résolution des conflits, et le rassemblement de représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à Erevan démontre le caractère unique de l'Internationale socialiste à cet égard. La résolution d'un différent de si longue date, mettant en jeu un grand nombre de revendications de la part des différents protagonistes, exigera beaucoup de patience et de dévouement. L'IS continuera à favoriser cet esprit de dialogue et de compréhension mutuelle par le biais du travail de son comité et utilisera l'opportunité créée par cette réunion pour atteindre les dirigeants des deux pays dans l'intérêt de la paix.

Le comité réitère sa déclaration sur la résolution des conflits et l'obtention de la paix dans la région publiée à Astana en septembre 2014 et regrette l'absence de progrès accomplis pour obtenir un véritable cessez-le-feu en Ukraine. Nous exhortons les parties du conflit à respecter le droit international et à appliquer le cessez-le-feu, comme l'exige l'accord de Minsk II, ainsi que toutes ses autres dispositions.

Le programme social démocrate

Le comité considère que le développement et le renforcement de la social démocratie est grandement nécessaire dans la région afin de présenter une alternative viable au nationalisme et au néo-libéralisme. Le défi pour les partis social démocrates de la région est de communiquer leur vision pour le pays d'une manière qui parle aux citoyens ordinaires. Vu le déficit de démocratie dans la région, il est important que les partis social démocrates renforcent leur coopération avec des partenaires partageant la même vision dans d'autres pays pour construire un message cohérent.

La social démocratie a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre les inégalités, qui est primordiale pour le développement à long terme des pays de la région et pour la prospérité de ses citoyens. Le rôle de la social démocratie est de s'opposer de manière constructive aux politiques qui se focalisent simplement sur le service de groupes d'intérêts bien déterminées, en donnant plutôt la priorité à la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du développement durable dans l'intérêt de tous les citoyens.

Les partis social démocrates s'engagent dans la lutte contre la corruption, qui est un moyen permettant au pouvoir de s'ancrer et qui dévie les fonds publics de leur destination prévue. La corruption est un fléau que l'on doit attaquer sous toutes ses formes, avec l'aide d'institutions renforcées, d'un pouvoir judiciaire fort et indépendant, et d'un cadre clair et transparent pour les poursuites des abus financiers et leur éradication.

[Liste des participants](#)

[Déclaration \(PDF\)](#)

[Couverture de presse de la réunion](#)



| YEMEN

Pour la paix au Yémen

16 JUIN 2015

Les pourparlers de paix qui se déroulent actuellement à Genève sont cruciaux pour établir le cadre d'un dialogue sensé entre toutes les parties et acteurs yéménites de la crise actuelle.

Le principal en jeu est le destin des Yéménites, leur pays et leur avenir et leur possibilité de continuer à progresser dans la recherche d'une société inclusive et d'une démocratie efficace. Malgré les nombreux obstacles rencontrés, le Yémen était jusqu'à présent l'un des pays où les personnes et leurs mouvements avaient réussi à produire un changement positif.

Il est essentiel que tous les membres de la communauté internationale et du Conseil de sécurité de l'ONU apportent leur soutien et donnent une chance de réussite à ces pourparlers et à ce processus.

Le gouvernement légitime du Yémen devrait être autorisé à reprendre ses fonctions à Sana'a. Toutes les forces irrégulières et les groupes armés devraient respecter un cessez-le-feu et se retirer des villes qu'ils occupent actuellement. Les frappes aériennes devraient cesser et la vie normale devrait reprendre.

Notre Internationale demande à toutes les personnes impliquées dans ce conflit, au Yémen comme à l'extérieur, d'agir pour la paix et de donner la priorité aux Yéménites.

Dans la recherche de ces objectifs, nous soutenons entièrement le sponsoring par les Nations unies de ces pourparlers, en restant conscients que la participation de cette organisation restera essentielle dans un avenir proche.



| MALI

Accord de paix au Mali - un jalon dans le retour à la stabilité et la sécurité au Sahel

21 JUIN 2015

L'Internationale Socialiste se félicite de la signature hier de l'accord de paix et de réconciliation extrêmement important entre le gouvernement du Mali et la coalition de coordination des groupes armés représentant les rebelles dirigés par les Touareg, concluant ainsi des mois de difficiles négociations avec une médiation internationale dirigée par l'Algérie, suite au conflit armé qui a débuté dans le nord du Mali en 2012.

Notre Internationale a activement soutenu la recherche de la paix et de la stabilité au Mali et dans toute la région du Sahel, qui a été un thème central de l'ordre du jour de réunions successives de son Présidium, avec la participation de SE le Président Ibrahim Boubacar Keita du Mali et d'autres leaders de la région, des réunions de son Conseil et plus récemment de la dernière réunion du Comité Afrique de l'IS dans la capitale du Mali, Bamako, en avril dernier.

Nous félicitons toutes les parties impliquées et nous reconnaissons notamment l'engagement courageux de SE le Président Keita pour apporter la paix et la réconciliation dans son pays. Nous nous réjouissons de la réussite de ces accords et nous réaffirmons notre soutien au peuple du Mali qui œuvre désormais dans l'esprit de reconstruire l'intérêt général du pays et une détermination partagée pour retrouver le chemin du développement et de la cohésion sociale.

Le Sahel doit rester une priorité de coopération pour la communauté internationale, car de nombreux défis persistent pour les peuples de cette région, parmi lesquels la pauvreté extrême, la criminalité transnationale, le trafic de drogue et de migrants, l'extrémisme religieux, le terrorisme et la prolifération des armes. La réussite de la mise en œuvre de ces accords clés signés hier est cruciale non seulement pour le Mali mais aussi pour tous les peuples de la région du Sahel. L'Internationale Socialiste restera engagée avec ses partis membres dans la région, les institutions et les sociétés civiles, tendue vers les objectifs partagés de la paix et du progrès.